

TITRES-SERVICES CP 322.01

RECUEIL CCT TITRES-SERVICES



FGTB
Titres services

FGTB
Titres services
Ensemble, on est plus forts

DÉCEMBRE
2017

Cher Camarade,

Dans le présent recueil, vous trouverez un aperçu des principales CCT sectorielles conclues entre organisations syndicales et patronales au sein de la Commission Paritaire* des titres-services (CP 322.01).

Ce recueil est une mise à jour du recueil d'il y a 1 an (décembre 2016), après la conclusion de l'accord sectoriel 2017-2018 de juillet 2017.

A chaque fois, nous avons repris par thème le texte intégral de la CCT**, précédé d'un aperçu synoptique des principaux points de la CCT en question.

Nous espérons que cela vous aidera à vous familiariser rapidement avec les différentes conditions de travail et de salaire qui régissent le secteur.

Attention : il s'agit à chaque fois des conditions minimales : rien n'interdit d'aboutir à une situation plus avantageuse dans votre entreprise : mieux oui, moins non !

Nous espérons en tout cas que cette brochure sera un outil utile.

Vous souhaitez plus d'informations ou vous avez une question ? N'hésitez pas à nous contacter.

Vous trouverez les adresses des sections à la fin de ce recueil.

Sebastien Dupanloup

Secrétaire fédéral

Issam Benali

Secrétaire fédéral

* Commission Paritaire : organe de concertation entre représentants des employeurs et des travailleurs (organisations syndicales) pour l'ensemble du secteur.

** CCT : convention collective de travail : détermine les conditions de travail et de salaire minimales

TABLE DES MATIERES

1. Conditions de travail et de rémunération	
<i>CCT du 25/08/2017</i>	page 6
2. Liaison des salaires à l'index	
<i>CCT du 09/11/2011</i>	page 12
3. Prime de fin d'année et prime syndicale	
<i>CCT du 06/06/2016</i>	page 16
<i>CCT du 25/08/2017</i>	
4. Indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire	
<i>CCT du 18/04/2012</i>	page 24
5. L'usage du chômage temporaire pour des raisons économiques	
<i>CCT du 07/05/2014</i>	page 28
6. Intervention dans les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail	
<i>CCT du 25/08/2017</i>	page 32
7. Indemnisation du temps de déplacement et remboursement des frais de déplacement entre le domicile des utilisateurs successifs	
<i>CCT du 25/08/2017</i>	page 46
8. Remboursement frais de transport pour les déplacements effectués à la demande de clients pour les courses ménagères	
<i>CCT du 25/08/2017</i>	page 52
9. Vêtement du travail : mise à disposition et entretien	
<i>CCT du 06/06/2016</i>	page 56
10. Statut de la délégation syndicale	
<i>CCT du 25/08/2017</i>	page 62
11. Formation syndicale	
<i>CCT du 06/06/2016</i>	page 80
12. Crédit-temps et emplois fin de carrière	
<i>CCT du 25/08/2017</i>	page 86
13. Accueil dans l'entreprise	
<i>CCT du 25/08/2017</i>	page 92
14. Sections régionales – coordonnées	page 101

1. CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE REMUNERATION

- CCT à durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 01 septembre 2017

CONTENU

- CCT fixe les salaires minimums et la limite hebdomadaire de travail
 - Limite hebdomadaire de la durée du temps de travail:
38 heures (Art. 2)
 - Calcul de l'ancienneté (Art. 3§3)

Dès le 1^{er} juillet 2017, **tous** les salaires dans les entreprises de titres-services ont été indexés.

Le 1^{er} septembre 2017, tous les salaires dans les entreprises de titres-services ont été augmenté de 1,1%

Le nouveau salaire minimum auquel vous avez droit, s'élèvera donc à :

<i>Durant la 1^{ère} année de travail :</i>	<i>10,82 EUR</i>
<i>A partir de la 2^e année (chez le même employeur) :</i>	<i>11,24 EUR</i>
<i>A partir de la 3^e année (chez le même employeur) :</i>	<i>11,38 EUR</i>
<i>A partir de la 4^e année (chez le même employeur) :</i>	<i>11,50 EUR</i>

Paritair subcomité voor de erkende ondernemingen
die buurtwerken of — diensten leveren

*Collectieve arbeidsovereenkomst van
25/08/2017*

LOON- EN ARBEIDSVOORWAARDEN

Hoofdstuk I : Toepassingsgebied

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren.

Hoofdstuk II : Arbeidsduur

Artikel 2 — De beperking van de wekelijkse arbeidsduur in de zin van artikel 19 van de Arbeidswet van 16 maart 1971 wordt bepaald op 38u.

Hoofdstuk III : Lonen

Artikel 3 –

§1. In het kader van het sectoraal akkoord 2017-2018, worden de effectieve en baremieke lonen met 1.1 % verhoogd op 1 september 2017.

De uitkomst wordt naar de hogere eurocent afgerond wanneer de derde decimaal gelijk is aan of hoger is dan vijf en naar de lagere eurocent wanneer de decimaal lager is dan vijf;

§2. De werknemers hebben vanaf 1 september 2017 minstens recht op volgend uurloon:

- minder dan 1 jaar anciënniteit : 10,82 EUR
- minstens 1 jaar anciënniteit : 11,24 EUR
- minstens 2 jaar anciënniteit : 11,38 EUR
- minstens 3 jaar anciënniteit : 11,50 EUR

§3. De anciënniteit van de werknemers wordt berekend vanaf het begin van uitvoering van de eerste arbeidsovereenkomst voor dienstencheques met dezelfde werkgever, met inbegrip, van de tewerkstelling met opeenvolgende arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur betreft

Sous-commission paritaire pour les entreprises
agrées fournissant des travaux ou services de
proximité

Convention collective de travail du 25/08/2017

**CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE
RÉMUNÉRATION**

Chapitre I : Champ d'application

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Chapitre II : Durée du travail

Article 2 – La limite hebdomadaire de la durée du travail au sens de l'article 19 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est fixée à 38 heures.

Chapitre III : Salaires

Article 3 –

§1^{er}. Dans le cadre de l'accord sectoriel 2017-2018, les salaires effectifs et barémiques seront augmentés de 1.1% au 1^{er} septembre 2017.

Le résultat est arrondi au cent immédiatement supérieur quand la troisième décimale est égale ou supérieure à cinq et au cent immédiatement inférieur quand la décimale est inférieure à cinq

§2. Les travailleurs bénéficient au minimum à partir du 1^{er} septembre 2017 du salaire horaire suivant :

- moins d'un an d'ancienneté : 10,82 EUR
- au moins un an d'ancienneté : 11,24 EUR
- au moins deux ans d'ancienneté : 11,38 EUR
- au moins trois ans d'ancienneté : 11,50 EUR

§3. L'ancienneté des travailleurs est calculée depuis le début de l'exécution du premier contrat de travail titres-services avec le même employeur, y compris en ce qui concerne la

voorafgaand aan het afsluiten van een overeenkomst van onbepaalde duur, conform de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, en van de periodes tussen twee arbeidsovereenkomsten gesloten voor bepaalde en/of onbepaalde duur.

De periodes van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst die 3 maanden overschrijden tellen niet mee voor de berekening van de anciënniteit, met uitzondering van ziekte en arbeidsongeval.

§4. Wanneer de werknemer in dienst getreden is na de 15de dag van de kalendermaand dan treedt de loonsverhoging in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de loonsanciënniteit verworven is.

Wanneer de werknemer in dienst getreden is van de 1ste tot en met de 15de dag van de kalendermaand dan treedt de loonsverhoging in werking op de eerste dag van de maand waarin de loonsanciënniteit verworven is.

Hoofdstuk III : Slotbepalingen

Artikel 4 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet geen afbreuk aan bestaande gunstigere individuele of collectieve akkoorden op ondernemingsvlak.

Artikel 5 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2017 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij vervangt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op 9 november 2011 in het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren, betreffende loon- en arbeidsvoorwaarden, geregistreerd op de Griffie van de Administratie van collectieve arbeidsovereenkomsten onder het nummer 107593/CO/322.01.

période d'occupation sous contrats à durée déterminée successifs précédant la conclusion d'un contrat à durée indéterminée conformément à la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, les périodes entre deux contrats de travail conclus pour une durée déterminée et/ou indéterminée.

Les périodes de suspension de l'exécution du contrat de travail qui dépassent les 3 mois n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté, sauf maladie et accident de travail.

§4. Lorsque le travailleur est entré en service après le 15^{ième} jour du mois calendrier, l'augmentation salariale entre en vigueur le premier jour du mois qui suit le mois pendant lequel l'ancienneté salariale est acquise.

Lorsque le travailleur est entré en service entre le 1^{er} et le 15^{ième} jour y compris du mois calendrier, l'augmentation salariale entre en vigueur le premier jour du mois pendant lequel l'ancienneté salariale est acquise.

Chapitre III : Dispositions finales

Article 4 - La présente convention collective de travail ne peut porter atteinte à des accords plus favorables existant au niveau des entreprises, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Article 5 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle remplace les dispositions de la convention collective de travail du 9 novembre 2011, conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relative aux conditions de travail et de rémunération, enregistrée au Greffe de l'Administration des relations collectives de travail sous le numéro 107593/CO/322.01.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour

Zij kan, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden wordt in acht genomen, door elk van de partijen worden opgezegd met een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren.

les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

2. LIAISON DES SALAIRES À L'INDEX

- CCT à durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 09 novembre 2011

CONTENU

- CCT fixe l'indexation des salaires
 - Indexation des salaires minimums et effectifs de 2% dès que l'indice pivot est dépassé (Art. 2)
 - Règles d'arrondi (Art. 2)
 - Augmentation des salaires à partir du 1^{er} jour du deuxième mois qui suit celui qui dépasse l'indice pivot (Art.3)

**Sous-commission paritaire pour les
entreprises agréées fournissant des travaux
ou services de proximité**

***Convention collective de travail du
09/11/2011***

**Paritair subcomité voor de erkende
ondernemingen die buurtwerken of —
diensten leveren**

***Collectieve arbeidsovereenkomst van
09/11/2011***

**Liaison des salaires à l'indice des prix à
la consommation**

Article 1- La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises qui ressortissent à la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Article 2 -Tous les salaires fixés par les conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous- Commission Paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité ainsi que les salaires effectivement payés sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation du mois de juin 2003.

Chaque fois que l'indice des prix atteint l'indice pivot supérieur qui est calculé en multipliant l'indice initial par 1,02, les salaires sont augmentés de 2%.

Le résultat est arrondi au cent immédiatement supérieur quand la troisième décimale est égale ou supérieure à cinq et au cent immédiatement inférieur quand la décimale est inférieure à cinq

Article 3 -L'augmentation des salaires est appliquée à partir du 1er jour du deuxième mois qui suit celui dont le chiffre atteint le chiffre qui justifie la modification.

Article 4 -Si simultanément une adaptation de

**Koppeling van de lonen aan het
indexcijfer van de consumptieprijzen**

Artikel 1- Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of diensten leveren.

Artikel 2 -Alle lonen, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of-diensten leveren, alsook de werkelijk uitbetaalde lonen zijn gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand juni 2003.

Elke keer dat het indexcijfer de hogere spilindex bereikt die berekend wordt door de initiële index te vermenigvuldigen met 1,02, worden de lonen verhoogd met 2%.

De uitkomst wordt naar de hogere eurocent afgerond wanneer de derde decimaal gelijk is aan of hoger is dan vijf en naar de lagere eurocent wanneer de decimaal lager is dan vijf;

Artikel 3 -De loonsverhoging wordt toegepast vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin de index het cijfer bereikt dat de wijziging rechtvaardigt.

Artikel 4 -Indien terzelfder tijd een

salaires doit avoir lieu suite à la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation et à une autre adaptation de salaires, l'adaptation suite à la liaison des salaires à l'indice des prix est exécutée après exécution de l'adaptation suite à l'augmentation disposée par convention.

Artikel 5 -L'augmentation des salaires du mois d'octobre 2008 suite à l'indexation des salaires effectivement payés, peut être payé exceptionnellement sous forme d'une prime au plus tard au moment avec le paiement du salaire du mois de novembre 2008.

Article 6 -La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace la convention collective de travail du 22 octobre 2008, conclue au sein de la sous - commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relative à la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation.

Chacune de parties contractantes peut dénoncer la convention collective de travail moyennant un préavis de trois mois à notifier par lettre recommandée à la poste au président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

loonaanpassing dient te gebeuren ten gevolge van de koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen en een andere loonaanpassing, wordt de aanpassing ten gevolge van de koppeling van de lonen aan het indexcijfer uitgevoerd nadat de aanpassing is doorgevoerd ten gevolge van de conventioneel bepaalde verhoging.

Artikel 5 -De verhoging van de lonen van de maand oktober 2008, ten gevolge van de indexatie van de werkelijk uitbetaalde lonen, kan eenmalig uitbetaald worden onder de vorm van een premie ten laatste op het moment van de uitbetaling van het loon van de maand november 2008.

Artikel 6 -Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor onbepaalde duur. Zij vervangt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 oktober 2008 betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, gesloten in het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren.

Elk van de ondertekenende partijen kan deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen, met een opzegtermijn van drie maanden, te betekenen bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren.

3. PRIME DE FIN D'ANNEE & PRIME SYNDICALE

- CCT durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur :
 - 06-06-2016
 - 01-09-2017 *(fixe le montant de la prime syndicale comme appendice au CCT prime de fin d'année & prime syndicale de 6-6-2016)*

CONTENU

CCT du 6-06-2016 fixe l'octroi de la prime de fin d'année et la prime syndicale

- Période = 1 juillet année calendrier précédente – 30 juin année calendrier en cours (Art. 3§3 – CCT 6/6/2016)
- Au moins 65 jours de travail (Art. 3§2 – CCT 6/6/2016)
- Sont assimilées aux jours de travail repris sont les journées de chômage temporaire pour raisons économiques avec un maximum de 26 jours (Art. 3§2 – CCT 6/6/2016)

Prime de fin d'année (PFA)

- PFA 2016 et après =
 - 4,50% du salaire (Art. 3§1 – CCT 6/6/2016)
 - Périodes de congé de maternité sont assimilées (Art. 3§1 – CCT 6/6/2016)
- Paiement en décembre par le Fonds (Art. 4 – CCT 6/6/2016)

Prime syndicale (PS)

- PS 2014 & 2015 = 85 € (Art. 6 – CCT 6/6/2016)
- PS 2016 = 95 € (Art. 6 – CCT 6/6/2016)
- PS **2017 & 2018 = 105 €** (Art. 2 **CCT 25/08/2017**)
- Paiement en décembre par le syndicat (Art. 7 – CCT 6/6/2016)

Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

Convention collective de travail du 06/06/2016

BENEFICIAIRES ET MODALITES D'OCTROI ET DE PAIEMENT DES AVANTAGES COMPLEMENTAIRES A CHARGE DU FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE POUR LES ENTREPRISES AGREEES FOURNISSANT DES TRAVAUX OU SERVICES DE PROXIMITE

Chapitre I : Champ d'application

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Article 2 – En application de la convention collective de travail du 9 novembre 2005 de la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, instituant un fonds de sécurité d'existence et en fixant ses statuts, il est octroyé à charge du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, appelé ci-après le Fonds, les avantages complémentaires suivants:

- 1° une prime de fin d'année ;
- 2° une prime syndicale.

Chapitre II : Prime de fin d'année

Article 3 – § 1^{er}. A partir de l'année 2016, le montant de la prime de fin d'année est porté à 4,50% des rémunérations brutes payées au travailleur sur base annuelle au cours de la période de référence définie au § 3. Les périodes de congé de maternité sont prises en compte pour le calcul de la prime de fin d'année.

La prime est payée par le Fonds dans le courant du mois de décembre de l'année calendrier en

Paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 06/06/2016

RECHTHEBBENDEN EN MODALITEITEN VAN TOEKENNING EN VAN UITKERING VAN AANVULLENDE VERGOEDINGEN TEN LASTE VAN HET FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID VOOR DE ONDERNEMINGEN DIE BUURTWERKEN OF – DIENSTEN LEVEREN

Hoofdstuk I : Toepassingsgebied

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

Artikel 2 – In toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 november 2005 van het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten, worden de volgende aanvullende vergoedingen toegekend ten laste van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren, hierna aangeduid als het Fonds:

- 1° een eindejaarspremie ;
- 2° een syndicale premie.

Hoofdstuk II : Eindejaarspremie

Artikel 3 – § 1. Vanaf het jaar 2016 wordt de eindejaarspremie verhoogd tot 4,50% van de brutolonen die op jaarbasis aan de werknemer worden betaald tijdens de referentieperiode bepaald in § 3. De periodes van moederschapsverlof worden in aanmerking genomen voor de berekening van de eindejaarspremie.

De premie wordt in de loop van de maand december van het lopende kalenderjaar

cours.

§ 2. Les conditions sont les suivantes :

- avoir été lié pendant la période de référence par un contrat de travail dans une entreprise visée à l'article 1 de la présente convention collective de travail;
- avoir une ancienneté d'au moins 65 jours de travail (jours qui font l'objet de retenues de sécurité sociale) dans le secteur au cours de la période de référence définie au § 3.

Sont assimilées aux jours de travail repris à l'alinéa précédent, les journées de chômage temporaire pour raisons économiques avec un maximum de 26 jours par période de référence.

§3. La période de référence débute le 1er juillet de l'année calendrier précédente et se termine le 30 juin de l'année calendrier en cours. Cette période de référence est également d'application pour la masse salariale servant de base au calcul de la prime de fin d'année.

Article 4 - La prime est octroyée dans le courant du mois de décembre selon les modalités déterminées par le Conseil d'administration du Fonds.

Chapitre III : Prime syndicale

Article 5 - Une prime syndicale est octroyée aux travailleurs qui ont acquis le droit à la prime de fin d'année comme prévu au Chapitre Ier, article 3, §2 et 3 de la présente convention collective de travail et qui sont membres d'une des organisations de travailleurs interprofessionnelles représentatives qui sont fédérées sur le plan national pour autant qu'ils aient été liés pendant la période de référence par un contrat de travail dans une entreprise visée à l'article 1 de la présente convention collective de travail.

Article 6 - Les modalités d'application ainsi que le montant de la prime syndicale sont fixés annuellement par décision unanime du conseil d'administration du fonds et soumis à l'approbation de la commission paritaire.

Pour l'année 2016, ce montant est fixé à 95€.

uitbetaald door het Fonds.

§2. De voorwaarden zijn de volgende :

- tijdens het lopende kalenderjaar verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst in een bij artikel 1 van de onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde onderneming;
- een anciënniteit hebben van minstens 65 werkdagen (dagen waarvoor inhoudingen voor de sociale zekerheid werden gedaan) in de sector gedurende de referteperiode zoals bepaald in § 3.

Dagen van tijdelijke werkloosheid wegens economische redenen worden gelijkgesteld met de werkdagen vermeld in de vorige alinea, met een maximum van 26 dagen per referteperiode.

§3. De referteperiode vangt aan op 1 juli van het vorige kalenderjaar en eindigt op 30 juni van het lopende kalenderjaar. Deze referteperiode geldt ook voor de loonmassa die dient als basis voor de berekening van de eindejaarspremie.

Artikel 4 - De premie wordt in de loop van de maand december toegekend volgens de door de Raad van beheer van het Fonds vastgestelde modaliteiten.

Hoofdstuk III : Syndicale premie

Artikel 5 - Een syndicale premie wordt toegekend aan de werknemers die het recht verworven hebben op de eindejaarspremie zoals voorzien in hoofdstuk I, artikel 3 §2 en §3 van de onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst en die lid zijn van een van de representatieve interprofessionele organisaties van werknemers die op nationaal niveau een federatie vormen, voor zover zij tijdens de referteperiode tewerkgesteld werden in een bij artikel 1 van de onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde onderneming.

Artikel 6 - De toepassingsmodaliteiten, alsmede het bedrag van de syndicale premie worden jaarlijks vastgesteld door een unanieme beslissing van de raad van beheer van het Fonds, en ter goedkeuring voorgelegd aan het paritair comité.

Voor het jaar 2016 wordt dit bedrag vastgesteld op 95€.

✓

Article 7 – §1^{er}. Dans le courant du mois de décembre de chaque année, le Fonds envoie aux travailleurs un formulaire selon les modalités fixées par le conseil d'administration du Fonds.

§2. Dès réception, les travailleurs remettent le formulaire à leur organisation syndicale. Cette organisation syndicale versera le montant à l'ayant droit.

Chapitre III : Dispositions finales

Article 8 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace les dispositions de la convention collective de travail du 7 mai 2014, conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relative aux bénéficiaires et modalités d'octroi et de paiement des avantages complémentaires à charge du Fonds de sécurité d'existence, enregistrée sous le numéro 122426/CO/322.01.

Elle peut être dénoncée à la demande de la partie la plus diligente, moyennant un préavis de six mois, par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Artikel 7– § 1. In de loop van de maand december van elk jaar stuurt het Fonds aan de werknemers een formulier volgens de modaliteiten bepaald door de raad van beheer van het Fonds.

§2. Bij ontvangst overhandigen de werknemers het formulier aan hun syndicale organisatie. Deze syndicale organisatie stort het bedrag aan de rechthebbende.

Hoofdstuk III : Slotbepalingen

Artikel 8 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2016 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij vervangt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 2014, gesloten in het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren, betreffende de rechthebbenden en modaliteiten van toekenning en van uitkering van aanvullende vergoedingen ten laste van het Fonds voor Bestaanszekerheid, geregistreerd onder het nummer 122426/CO/322.01.

Zij kan worden opgezegd op verzoek van de meest gereede partij, mits een opzegging van zes maanden, gericht bij ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of –diensten leveren.

Paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren

Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

Collectieve arbeidsovereenkomst van 25/08/2017

Convention collective de travail du 25/08/2017

**WIJZIGINGEN AAN DE CAO
“RECHTHEBBENDEN EN
MODALITEITEN VAN TOEKENNING
EN VAN UITKERING VAN
AANVULLENDE VERGOEDINGEN
TEN LASTE VAN HET FONDS VOOR
BESTAANSZEKERHEID VOOR DE
ONDERNEMINGEN DIE
BUURTWERKEN OF -
DIENSTEN LEVEREN”**

**MODIFICATION DE LA CCT «
BÉNÉFICIAIRES ET MODALITÉS
D'OCTROI ET DE PAIEMENT DES
AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES
À CHARGE DU FONDS DE
SÉCURITÉ D'EXISTENCE POUR LES
ENTREPRISES AGRÉÉES
FOURNISSANT DES TRAVAUX OU
SERVICES DE PROXIMITÉ »**

Hoofdstuk I : Toepassingsgebied

Chapitre I : Champ d'application

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren.

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Hoofdstuk II : Wijziging

Chapitre II : Modification

Artikel 2 — Artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juni 2016 (134435/CO/322.01) betreffende de rechthebbenden en modaliteiten van toekenning en van uitkering van aanvullende vergoedingen ten laste van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren, wordt als volgt vervangen :

Article 2 — L'article 6 de la convention collective de travail du 6 juin 2016 (134435/CO/322.01) concernant les bénéficiaires et modalités d'octroi et de paiement des avantages complémentaires à charge du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité est modifié comme suit :

“ De toepassingsmodaliteiten, alsmede het bedrag van de syndicale premie worden jaarlijks vastgesteld door een unanieme beslissing van de raad van beheer van het Fonds, en ter goedkeuring voorgelegd aan het paritair comité.

Voor het jaar 2016 wordt dit bedrag vastgesteld op 95€.

Voor het jaar 2017 en het jaar 2018 wordt dit bedrag vastgesteld op 105 EUR.”

« Les modalités d'application ainsi que le montant de la prime syndicale sont fixés annuellement par décision unanime du conseil d'administration du Fonds et soumis à l'approbation de la commission paritaire.

Pour l'année 2016, ce montant est fixé à 95 €.

Pour les années 2017 et 2018, il est fixé à 105 €. »

Hoofdstuk III : Slotbepalingen

Artikel 4 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst wijzigt artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 6 juni 2016 in het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren, betreffende de rechthebbenden en modaliteiten van toekenning en van uitkering van aanvullende vergoedingen ten laste van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de ondernemingen die buurtwerken of –diensten leveren, geregistreerd op de Griffie van de Administratie van collectieve arbeidsbetrekkingen onder het 134435/CO/322.01.

Artikel 5 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2017 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden wordt in acht genomen, door elk van de partijen worden opgezegd met een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor

Chapitre III : Dispositions finales

Article 4 - La présente convention collective de travail modifie l'article 6 de la convention collective de travail conclue le 6 juin 2016 dans la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité concernant les bénéficiaires et modalités d'octroi et de paiement des avantages complémentaires à charge du Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, enregistrée au Greffe de l'Administration des relations collectives de travail sous le numéro 134435/CO/322.01

Article 5 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017 et est conclue pour une durée indéterminée.

de erkende ondernemingen
buurtwerken of — diensten leveren.

die Elle pourra être dénoncée par chacune
des parties, moyennant un préavis de
trois mois, notifié par lettre
recommandée adressée au Président
de la Sous-commission paritaire pour
les entreprises agréées fournissant des
travaux ou services de proximité.

4. INDEMNITE COMPLEMENTAIRE EN CAS DE CHÔMAGE TEMPORAIRE

- CCT durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 01 janvier 2012

COMPTENU

- CCT fixe une indemnité complémentaire aux allocations de chômage en cas de chômage temporaire pour raisons économiques – accident technique - intempéries
 - Indemnité complémentaire = 2 € / jour de travail (Art. 2)
 - Paiement de l'indemnité complémentaire par l'employeur (Art. 3)
 - Paiement de l'indemnité complémentaire doit être payée le premier jour de paie définitif qui suit la période de chômage temporaire (Art. 3)

Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 18 april 2012 betreffende de aanvullende vergoeding bij tijdelijke werkloosheid wegens economische redenen – technische stoornis – slecht weer

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of - diensten leveren.

Artikel 2

Art. 9 van de wet van 12 april 2011 houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord voorziet om per werkdag die niet werd gepresteerd omwille van tijdelijke werkloosheid wegens economische redenen – technische stoornis – slecht weer een toeslag toe te kennen aan de werknemer van ten minste 2 euro per dag.

De aanvullende vergoeding van 2 euro per werkdag die niet werd gepresteerd omwille van tijdelijke werkloosheid wegens economische redenen – technische stoornis – slecht weer is ten laste van de werkgever.

Artikel 3

De aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever moet betaald worden bij de eerstvolgende definitieve betaling van het loon na de periode van tijdelijke werkloosheid.

Artikel 4

Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet geen afbreuk aan bestaande gunstige

Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

Convention collective de travail du 18 avril 2012 relative à l'indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire pour raisons économiques – accident technique – intempéries

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Article 2

Art. 9 de la loi du 12 avril 2011 modifiant la loi du 1 février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, visant à octroyer un supplément d'au moins 2 euros par jour de travail non presté pour cause de chômage temporaire pour raisons économiques – accident technique – intempéries.

L'indemnité complémentaire de 2 euro par jour de travail non presté pour cause de chômage temporaire pour raisons économiques – accident technique – intempéries est à charge de l'employeur.

Article 3

L'indemnité complémentaire à charge de l'employeur doit être payée le premier jour de paie définitif qui suit la période de chômage temporaire.

Article 4

La présente convention collective de travail ne peut porter atteinte à des accords plus

individuele of collectieve akkoorden op ondernemingsvlak.

favorables existant au niveau des entreprises, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Artikel 5

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2012. Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij vervangt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juli 2009, gesloten in het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren, betreffende de aanvullende vergoeding bij tijdelijke werkloosheid wegens economische redenen (Registratie-nr. 95432/CO/322.01).

Zij kan, mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt in acht genomen, door elk van de partijen worden opgezegd met een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren.

Article 5

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 2012 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace les dispositions de la convention collective de travail du 14 juillet 2009, conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relative à l'indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire pour raisons économiques (N° enregistrement 95432/CO/322.01).

Chacune de parties contractantes peut dénoncer la convention collective de travail moyennant un préavis de trois mois à notifier par lettre recommandée à la poste au président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

5. L'usage du chômage économique temporaire pour raisons économiques

- CCT durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 01 juillet 2014

CONTENU

- CCT clarifie les situations dans lesquelles le chômage économique ne peut pas être utilisé par l'employeur

Situations

- En cas de maladie du travailleur (Art. 3)
- En cas d'absence imprévue d'un client (Art. 4)

Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren

Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 Mei 2014 betreffende het gebruik van tijdelijke werkloosheid om economische redenen

Convention collective de travail du 7 mai 2014 relative à l'usage du chômage temporaire pour raisons économiques

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren.

Article 1'

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la sous commission paritaires pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Artikel 2

Deze cao heeft, aanvullend op de vigerende wetgeving betreffende tijdelijke werkloosheid en meer specifiek tijdelijke werkloosheid om economische redenen, de doelstelling om een voorwaardekader te scheppen waarbinnen economische werkloosheid kan ingezet worden in de sector.

Article 2

Cette CCT a pour but, complémentirement à la législation en vigueur concernant le chômage temporaire et plus spécifiquement le chômage temporaire pour raisons économiques, de définir des conditions-cadres auxquelles doit répondre le chômage économique pour être utilisé dans le secteur.

Artikel 3

§1 Bij de start van een ziekteperiode, met werkverlet, van een werknemer, gestaafd door een medisch attest, kan de betrokken werknemer niet op economische werkloosheid worden gezet. Dit geldt voor de gehele periode van de ziekte.

Het gewaarborgd loon is conform de vigerende wetgeving van toepassing.

Article 3.

§1 En cas de suspension du contrat de travail pour maladie justifiée par un certificat médical, le travailleur concerné ne peut être mis en chômage économique. Cela vaut pour toute la durée de la maladie.

Conformément à la législation en vigueur, le salaire garanti est dû.

§2 Paragraaf 1 van dit artikel is niet van toepassing indien:

§2 Le ier paragraphe de cet article n'est pas d'application

-de betrokken werknemer de werkdag(en) voorafgaand aan het ziekteverlet, reeds effectief op economische werkloosheid was geplaatst

- si le travailleur concerné se trouvait déjà effectivement en chômage économique le/les jour(s) ouvrable(s) précédant le début de la maladie ;

of

Ou

-de werkgever minstens 2 bedrijfswerkdagen - si 2 jours ouvrables de l'entreprise avant le

voor de start van de ziekteperiode de betrokken werknemer schriftelijk op de hoogte is gebracht dat zij/hij effectief op economische werkloosheid zou geplaatst worden ten laatste op het moment van de start van ziekteperiode. Met "bedrijfsdagen" bedoelen we dagen waarop er in het bedrijf effectief prestaties worden geleverd, niet waarop prestaties zouden kunnen geleverd worden conform het arbeidsreglement.

§3 Bij niet-naleving van de bepalingen in paragraaf 1 is het contractueel voorziene loon verschuldigd.

Artikel 4

§1 Bij een onaangekondigde afwezigheid van een klant, waar door de geplande arbeidsprestatie niet of niet volledig kan doorgaan, kan voor de betrokken werknemer geen beroep worden gedaan op economische werkloosheid.

Ais er geen vervangende tewerkstelling wordt voorzien, is het loon voor de geplande arbeidsprestatie verschuldigd.

§2 Bij een onaangekondigde afwezigheid van een klant kan de werkgever de werknemers niet verplichten om betaald of onbetaald verlof te nemen om de uren van de voorziene prestatie te overbruggen.

Artikel 5

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01/07/2014 Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden wordt in acht genomen, door elk van de partijen worden opgezegd met een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren.

début de la période de maladie au moins, le travailleur a été informé par écrit qu'il serait mis en chômage économique au plus tard au moment du début de la période de maladie. Par « jour ouvrable de l'entreprise », l'on comprend les jours durant lesquels des prestations effectives sont effectuées dans l'entreprise, et non les jours durant lesquels des prestations pourraient être effectuées selon le règlement de travail.

§3 En cas de non-respect des dispositions de l'article r, le salaire contractuellement prévu doit être payé.

Article 4

§1 En cas d'absence imprévue d'un client entraînant l'impossibilité totale ou partielle d'assurer la prestation de travail prévue, l'employeur concerné ne peut faire usage au chômage économique.

Si aucune prestation de substitution n'est prévue, le salaire afférent à la prestation de travail prévue - est dû.

§2 En cas d'absence imprévue d'un client, l'employeur ne peut pas obliger le travailleur de prendre un congé rémunéré ou non pour combler les heures afférentes à la prestation prévue.

Article 5.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

6. INTERVENTION DANS LES FRAIS DE TRANSPORT ENTRE LE DOMICILE ET LE LIEU DE TRAVAIL

- CCT à durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 01 septembre 2017

CONTENU

- CCT fixe une indemnité de déplacement plus élevée pour les déplacements entre domicile-client
- Intervention de l'employeur (Art. 2-6)
 - Voiture – Vélomoteur - Transport public : calculé sur base du tableau SNCB de février 2014 (en annexe).
 - Tableau pas indexé depuis 2014, donc augmentation unique de 2% dans le CCT du 1^{er} septembre 2017 (art. 2)
 - Tableau indexée à partir du 1^{er} septembre et après chaque dépassement de l'indice pivot (x1,02 ou + 2%) :
 - Déplacement domicile-travail : par jour presté, l'intervention équivaut à 1/5 de 75% du montant de l'abonnement social SNCB en date du 01 février 2014 + index. Voir <http://www.accg.be/fr/secteur/titres-services> pour un aperçu complet et actuel des montants.
 - Vélo : 0,23 € / km (Art. 7)
 - Calcul déplacement domicile au lieu de travail en cas de plusieurs clients (Art. 8)
 - L'intervention de l'employeur sera payée une fois par mois (Art. 9)
 - Comment déterminer la distance domicile-travail ? Par des tickets et des déclarations signées. L'employeur peut vérifier cette déclaration (Art. 10)

**Paritair Subcomité voor de
erkende ondernemingen die
buurtwerken of –diensten leveren
Collectieve arbeidsovereenkomst
van 25/08/2017**

**Tussenkomst in de
transportkosten tussen
woonplaats en
tewerkstellingsplaats**

HOOFDSTUK I. –
Toepassingsgebied

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of –diensten leveren.
HOOFDSTUK II – *Algemeen*

Artikel 2 – Aan de hand van tabel A van onderhavige cao wordt de werkgeverstussenkomst bepaald. Deze tabel bevat de tussenkomsten van het sociaal abonnement van de NMBS, zoals vastgelegd op datum van 1 februari 2014. De vergoedingen die in deze tabel werden opgenomen, zijn vanaf 1 september 2017 gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand juni 2003. Elke keer dat het indexcijfer de hogere spilindex bereikt die berekend wordt door de initiële index te vermenigvuldigen met 1,02, worden de vergoedingen in de tabel verhoogd met 2%. De uitkomst wordt naar de hogere

Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

**Convention collective de travail du
25/08/2017**

**Intervention dans les frais de
transport entre le domicile et le lieu
de travail**

CHAPITRE I. – *Champ d'application*

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

CHAPITRE II – *Général*

Article 2 - L'intervention patronale est déterminée à l'aide du tableau A de la présente CCT.

Ce tableau contient les interventions dans l'abonnement social de la SNCB, telles que définies en date du 1^{er} février 2014.

Les indemnités reprises dans ce tableau sont, à partir du 1^{er} septembre 2017, liées à l'évolution de l'indice des prix à la consommation du mois de juin 2003.

Chaque fois que l'indice des prix atteint l'indice pivot supérieur qui est calculé en multipliant l'indice initial par 1,02, les salaires sont augmentés de 2%.

Le résultat est arrondi au cent supérieur lorsque la troisième décimale est égale ou supérieure à 3 et au cent inférieur

eurocent afgerond wanneer de derde decimaal gelijk is aan of hoger is dan vijf en naar de lagere eurocent wanneer de decimaal lager is dan vijf.

De verhoging wordt toegepast vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin de index het cijfer bereikt dat de wijziging rechtvaardigt.

De sociale partners bepalen dat op 1 september 2017 deze tabel uitzonderlijk en éénmalig verhoogd zal worden met 2% zonder dat de vereiste overschrijding, zoals bepaald in lid 4 van huidig artikel, dient plaats te vinden.

HOOFDSTUK III - Gemeenschappelijk openbaar treinvervoer en ander gemeenschappelijk openbaar vervoer

Artikel 3 - Wat het door de N.M.B.S. georganiseerd vervoer betreft en wat het andere gemeenschappelijke openbaar vervoer betreft, bedraagt de tussenkomst van de werkgever 75% van het bruto bedrag zoals bepaald in tabel A van deze cao, vanaf 5 km, zonder overschrijding van 100% van de kosten.

Voor de verplaatsingen tot en met 4 km is het voornoemde principe niet van toepassing en zal de werkgeverstussenkomst minder bedragen dan 75% van het bruto bedrag, zoals toegepast in tabel A van deze cao.

HOOFDSTUK IV - Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer

Artikel 4. Ingeval de werknemer gebruik maakt van een combinatie

lorsque la décimale est inférieure à 5.

L'augmentation des salaires est appliquée à partir du 1er jour du deuxième mois qui suit celui dont le chiffre atteint le chiffre qui justifie la modification.

Les partenaires sociaux déterminent que le tableau sera exceptionnellement et de manière unique augmenté de 2% au 1er septembre 2017, sans que le dépassement obligatoire, tel que prévu au quatrième paragraphe de cet article, ne doive avoir lieu.

CHAPITRE III - Transports en commun publics par chemin de fer et transports en commun public autres que les chemins de fer

Article 3 . En ce qui concerne le transport organisé par la S.N.C.B. et en ce qui concerne les transports en commun publics autres que les chemins de fer, l'intervention de l'employeur est de 75% du prix brut, conformément aux dispositions du tableau A de la présente CCT , à partir de 5 km , sans dépasser 100% des frais.

Pour les déplacements jusqu'à 4 km y compris, le principe qui précède n'est pas d'application et l'intervention de l'employeur sera inférieure à 75% du prix brut, conformément aux dispositions du tableau A de la présente CCT.

CHAPITRE IV – Transports en commun publics combinés

Article 4. Lorsque le travailleur combine le train et un ou plusieurs autres moyens

van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen dan de trein, en er wordt slechts één vervoerbewijs afgeleverd voor het geheel van de afstand – zonder dat in dit vervoerbewijs een onderverdeling wordt gemaakt per gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel – zal de bijdrage van de werkgever gelijk zijn aan de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement, berekend en terugbetaald volgens de modaliteiten van tabel A van onderhavige CAO, zonder overschrijding van 100% van de kosten.

Artikel 5. In elk ander geval dat de werknemer meer dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt dan voorzien in artikel 4, wordt de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afstand als volgt berekend: Nadat met betrekking tot elk afzonderlijk gemeenschappelijk openbaar vervoer waarvan de werknemer gebruik maakt de bijdrage van de werkgever is berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3 en 4 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden de aldus bekomen bedragen bij elkaar opgeteld om de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

HOOFDSTUK V – Gebruik van eigen vervoermiddel

Artikel 6. De werknemers die zich verplaatsen met een eigen vervoermiddel hebben recht op een

de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale – sans que dans ce titre de transport, une subdivision soit faite par moyen de transport en commun public - , l'intervention de l'employeur sera égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social, calculé et remboursé conformément aux dispositions du tableau A de la présente CCT, sans dépasser 100% des frais.

Article 5. Dans tous les cas, autres que celui visé à l'article 4, où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue est calculée comme suit:

Après que l'intervention de l'employeur, en ce qui concerne chaque moyen de transport en commun public qu'utilise le travailleur, ait été calculée conformément aux dispositions des articles 3 et 4 de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'additionner les montants ainsi obtenus afin de déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

CHAPITRE V - *Déplacement par moyens propres*

Article 6. Les travailleurs qui se déplacent par leurs propres moyens, ont droit à une intervention à charge de

tussenkomst ten laste van de werkgever vanaf 1 km.

Per gepresteerde dag is deze tussenkomst gelijk aan een vijfde van 75 % van de prijs van de voor die afstand geldende wekelijkse treinkaart, berekend en terugbetaald volgens de modaliteiten van tabel A van deze cao, zonder overschrijding van 100 % van de kosten.

Voor de berekening van de afstand per gepresteerde dag baseert men zich op het aantal afgelegde kilometers voor de kortste weg vanaf de woonplaats tot de arbeidsplaats. Bij discussie of gebrek aan een regeling op bedrijfsniveau kan men beroep doen op mappy om deze afstand te berekenen.

l'employeur dès le 1^{er} km.

Par jour presté, cette intervention équivaut à un cinquième de 75 % du prix de la carte de train hebdomadaire pour la distance correspondante, calculé et remboursé conformément aux dispositions du tableau A de la présente CCT, sans dépasser 100% des frais.

Pour le calcul de la distance par jour presté, on se réfère au nombre de kilomètres le long du chemin le plus court, calculé à partir du domicile jusqu'au lieu de travail. En cas de discussion ou d'absence de disposition au niveau de l'entreprise on peut faire appel au mappy pour calculer la distance.

CHAPITRE VI - *Déplacement par vélo*

Article 7. Les travailleurs qui se déplacent en vélo, ont droit à une intervention à charge de l'employeur. Cette intervention s'élève à 0,23 € par kilomètre.

Pour le calcul de la distance, on se réfère au nombre de kilomètres parcourus par le chemin le plus court, calculé à partir du domicile jusqu'au lieu de travail et du lieu de travail jusqu'au domicile.

Les travailleurs qui se déplacent en vélo, doivent en prévenir leur employeur par écrit. Les employeurs peuvent à tout moment contrôler si le transport se fait effectivement en vélo.

CHAPITRE VII - *Déplacement domicile – lieu de travail en cas de plusieurs clients*

HOOFDSTUK VI - *Verplaatsing per fiets*

Artikel 7. De werknemers die zich verplaatsen per fiets, hebben recht op een tussenkomst ten laste van de werkgever. Deze tussenkomst bedraagt 0,23 € per kilometer.

Voor de berekening van de afstand baseert men zich op het aantal afgelegde kilometers voor de kortste weg vanaf de woonplaats naar de arbeidsplaats en vanaf de arbeidsplaats naar de woonplaats.

De werknemers die zich per fiets verplaatsen moeten hun werkgever hiervan schriftelijk op de hoogte brengen. De werkgevers mogen op elk moment nagaan of de verplaatsing daadwerkelijk gebeurt per fiets.

HOOFDSTUK VII - *Verplaatsing woonplaats – werkplaats in geval van meerdere klanten*

Artikel 8. Wanneer de werknemers tewerkgesteld worden bij meerdere klanten, per dag of per week, en zij hierdoor verplicht zijn meerdere abonnementen voor het gemeenschappelijk openbaar vervoer aan te schaffen, is de werkgeversbijdrage verschuldigd voor al deze abonnementen.

In geval van gebruik van een eigen vervoermiddel, is het globaal bedrag van de bijdrage gelijk aan dat voorzien bij artikel 6 van deze collectieve arbeidsovereenkomst. Het aantal kilometers waarop de tussenkomst wordt berekend, wordt bekomen door het gemiddeld aantal dagkilometers tussen de woonplaats – 1^{ste} werkplaats en de laatste werkplaats – woonplaats.

Article 8. Lorsque les travailleurs sont occupés chez plusieurs clients par jour ou par semaine pour lesquels ils sont tenus de se procurer plusieurs abonnements pour le transport en commun, l'intervention patronale est due pour tous ces abonnements.

En cas d'utilisation de moyens de transport propres, le montant global de l'intervention sera égal à celui prévu par l'article 6 de cette convention. Le nombre de kilomètres pour lesquels l'intervention est calculée, est obtenu par la moyenne des kilomètres journaliers entre domicile – 1^{er} lieu de travail et dernier lieu de travail – domicile.

CHAPITRE VIII - *Epoque de remboursement*

Article 9. L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les travailleurs sera payée une fois par mois pour les travailleurs ayant un abonnement mensuel, ou à l'occasion de la période de paiement qui est d'usage dans l'entreprise, en ce qui concerne les titres de transport qui sont valables pour une semaine.

CHAPITRE IX - *Modalités de remboursement*

Article 10. a) Les employeurs demanderont aux travailleurs, lors de leur engagement et à l'occasion de chaque changement d'adresse, une attestation / titre de transport, délivré par la S.N.C.B. et / ou d'autres sociétés de transport en commun public.

Si l'attestation entraîne un coût, il est

HOOFDSTUK VIII

Terugbetalingstijdstip

Artikel 9. De bijdrage van de werkgevers in de door de werknemers gedragen vervoerkosten zal maandelijks betaald worden, voor de werknemer met een maandabonnement of ter gelegenheid van de betaalperiode die in de onderneming gebruikelijk is voor de vervoerbewijzen die geldig zijn voor een week.

HOOFDSTUK IX - *Modaliteiten van terugbetaling*

Artikel 10. a) Op vraag van de werkgever leggen de werknemers, bij hun indiensttreding en ter gelegenheid van elke adreswijziging, een attest / vervoerbewijs, uitgereikt door de N.M.B.S. en / of de andere maatschappijen van gemeenschappelijk openbaar vervoer voor.

In geval het attest moet betaald worden, zullen deze kosten terugbetaald worden door de werkgever op voorlegging van het betalingsbewijs.

b) Voor de verplaatsing met gebruik van een eigen vervoermiddel, voorzien in de artikels 6 en 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt het hierboven voorziene attest / vervoerbewijs vervangen door een door de werknemer ondertekende verklaring die de afgelegde afstand opgeeft.

c) De werkgevers mogen op elk moment nagaan of het aantal kilometers strookt met de werkelijkheid.

- remboursé par l'employeur contre fourniture de la preuve du paiement.

b) Pour les cas de déplacement par ses propres moyens, prévus aux articles 6 et 7, de cette convention collective de travail, une déclaration, indiquant la distance parcourue, signée par le travailleur remplace l'attestation / titre de transport prévu ci-dessus.

c) Les employeurs peuvent à tout moment contrôler si le nombre de kilomètres correspond avec la réalité.

Article 11. L'intervention de l'employeur dans les frais de transport est due dès le premier jour de travail.

CHAPITRE X - *Transport totalement organisé par l'employeur*

Article 12. Les dispositions de la présente convention collective de travail ne sont pas applicables aux employeurs qui organisent totalement le transport des travailleurs à leur propre compte.

CHAPITRE XI - *Dispositions finales*

Article 13. La présente convention collective de travail ne peut porter atteinte à des accords plus favorables existant au niveau des entreprises, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Article 14. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail conclue le 6 juin 2016 au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relative

Artikel 11. De tussenkomst van de werkgever in de vervoerskosten is verschuldigd vanaf de eerste werkdag.

à l'intervention dans les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail, enregistrée au Greffe de l'Administration des relations collectives de travail sous le numéro 134432/CO/322.01.

HOOFDSTUK X - Vervoer dat geheel wordt ingericht door de werkgever

Artikel 12. De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst zijn niet van toepassing op de werkgevers die volledig het vervoer van de werknemers voor hun eigen rekening inrichten.

Article 15. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} septembre 2017 et est conclue pour une durée indéterminée.

HOOFDSTUK XI - Eindbepalingen

Artikel 13. Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet geen afbreuk aan bestaande gunstigere individuele of collectieve akkoorden op ondernemingsvlak.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Artikel 14. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 6 juni 2016 in het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren, betreffende de tussenkomst in de transportkosten tussen woonplaats en tewerkstelling, geregistreerd op Griffie van de Administratie van collectieve Arbeidsbetrekkingen onder het nummer 134432/CO/322.01.

Artikel 15. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2017. Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden wordt in acht genomen, door elk van de partijen worden opgezegd met een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

Tabel A van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25/08/2017 betreffende de tussenkomst in de transportkosten tussen woonplaats en tewerkstelling

OPENBAAR VERVOER 2de klasse

	1 week		1 maand		3 maanden		12 maanden	
	prijs treinkaart 100% op 01.09.2017	75% van de prijzen vd treinkaarten	prijs treinkaart 100% op 01.09.2017	75% van de prijzen vd treinkaarten	prijs treinkaart 100% op 01.09.2017	75% van de prijzen vd treinkaarten	prijs treinkaart 100% op 01.09.2017	75% van de prijzen vd treinkaarten
1	10,20	5,76	33,66	18,85	94,86	53,12	338,64	191,33
2	10,20	6,53	33,66	21,54	94,86	60,71	338,64	216,73
3	10,20	7,34	33,66	24,24	94,86	68,30	338,64	243,82
4	11,12	8,16	36,72	26,81	103,02	75,20	369,24	269,55
5	11,93	8,95	39,78	29,84	112,20	84,15	398,82	299,12
6	12,75	9,56	42,33	31,75	119,34	89,51	424,32	318,24
7	13,46	10,10	44,88	33,66	126,48	94,86	449,82	337,37
8	14,28	10,71	47,43	35,57	133,62	100,22	475,32	356,49
9	14,99	11,25	49,98	37,49	140,76	105,57	500,82	375,62
10	15,81	11,86	53,04	39,78	147,90	110,93	526,32	394,74
11	16,52	12,39	55,08	41,31	155,04	116,28	551,82	413,87
12	17,34	13,01	58,14	43,61	162,18	121,64	577,32	432,99
13	18,05	13,54	60,18	45,14	169,32	126,99	602,82	452,12
14	18,87	14,15	63,24	47,43	176,46	132,35	628,32	471,24

Tableau A de la convention collective de travail du 25/08/2017 relative à l'intervention dans les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail

Tabel A van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25/08/2017 betreffende de tussenkomst in de transportkosten tussen woonplaats en tewerkstelling								
15	19,58	14,69	65,28	48,96	183,60	137,70	653,82	490,37
16	20,40	15,30	68,34	51,26	190,74	143,06	679,32	509,49
17	21,11	15,84	70,38	52,79	197,88	148,41	704,82	528,62
18	21,93	16,45	73,44	55,08	205,02	153,77	730,32	547,74
19	22,64	16,98	75,48	56,61	212,16	159,12	755,82	566,87
20	23,46	17,60	78,54	58,91	219,30	164,48	781,32	585,99
21	24,17	18,13	80,58	60,44	226,44	169,83	806,82	605,12
22	24,99	18,74	83,64	62,73	233,58	175,19	832,32	624,24
23	25,50	19,13	85,68	64,26	240,72	180,54	857,82	643,37
24	26,52	19,89	88,74	66,56	247,86	185,90	883,32	662,49
25	27,03	20,27	90,78	68,09	255,00	191,25	908,82	681,62
26	28,05	21,04	93,84	70,38	262,14	196,61	934,32	700,74
27	28,56	21,42	95,88	71,91	269,28	201,96	959,82	719,87
28	29,58	22,19	98,94	74,21	276,42	207,32	985,32	738,99
29	30,09	22,57	100,98	75,74	283,56	212,67	1010,82	758,12
30	31,11	23,33	104,04	78,03	290,70	218,03	1036,32	777,24
31	32,13	24,10	108,12	81,09	301,92	226,44	1078,14	808,61
32	32,13	24,10	108,12	81,09	301,92	226,44	1078,14	808,61
33	32,13	24,10	108,12	81,09	301,92	226,44	1078,14	808,61

Tableau A de la convention collective de travail du 25/08/2017 relative à l'intervention dans les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail

Tabel A van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25/08/2017 betreffende de tussenkomst in de transportkosten tussen woonplaats en tewerkstelling								
34	34,17	25,63	114,24	85,68	319,26	239,45	1141,38	856,04
35	34,17	25,63	114,24	85,68	319,26	239,45	1141,38	856,04
36	34,17	25,63	114,24	85,68	319,26	239,45	1141,38	856,04
37	36,21	27,16	120,36	90,27	336,60	252,45	1203,60	902,70
38	36,21	27,16	120,36	90,27	336,60	252,45	1203,60	902,70
39	36,21	27,16	120,36	90,27	336,60	252,45	1203,60	902,70
40	37,74	28,31	126,48	94,86	354,96	266,22	1265,82	949,37
41	37,74	28,31	126,48	94,86	354,96	266,22	1265,82	949,37
42	37,74	28,31	126,48	94,86	354,96	266,22	1265,82	949,37
43	39,78	29,84	132,60	99,45	372,30	279,23	1329,06	996,80
44	39,78	29,84	132,60	99,45	372,30	279,23	1329,06	996,80
45	39,78	29,84	132,60	99,45	372,30	279,23	1329,06	996,80
46	41,82	31,37	138,72	104,04	389,64	292,23	1391,28	1043,46
47	41,82	31,37	138,72	104,04	389,64	292,23	1391,28	1043,46
48	41,82	31,37	138,72	104,04	389,64	292,23	1391,28	1043,46
49	43,86	32,90	145,86	109,40	406,98	305,24	1453,50	1090,13
50	43,86	32,90	145,86	109,40	406,98	305,24	1453,50	1090,13
51	43,86	32,90	145,86	109,40	406,98	305,24	1453,50	1090,13
52	44,88	33,66	149,94	112,46	419,22	314,42	1498,38	1123,79

Tableau A de la convention collective de travail du 25/08/2017 relative à l'intervention dans les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail

Tabel A van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25/08/2017 betreffende de tussenkomst in de transportkosten tussen woonplaats en tewerkstelling								
53	44,88	33,66	149,94	112,46	419,22	314,42	1498,38	1123,79
54	44,88	33,66	149,94	112,46	419,22	314,42	1498,38	1123,79
55	46,41	34,81	154,02	115,52	432,48	324,36	1543,26	1157,45
56	46,41	34,81	154,02	115,52	432,48	324,36	1543,26	1157,45
57	46,41	34,81	154,02	115,52	432,48	324,36	1543,26	1157,45
58	47,43	35,57	159,12	119,34	444,72	333,54	1588,14	1191,11
59	47,43	35,57	159,12	119,34	444,72	333,54	1588,14	1191,11
60	47,43	35,57	159,12	119,34	444,72	333,54	1588,14	1191,11
61	49,47	37,10	164,22	123,17	461,04	345,78	1647,30	1235,48
62	49,47	37,10	164,22	123,17	461,04	345,78	1647,30	1235,48
63	49,47	37,10	164,22	123,17	461,04	345,78	1647,30	1235,48
64	49,47	37,10	164,22	123,17	461,04	345,78	1647,30	1235,48
65	49,47	37,10	164,22	123,17	461,04	345,78	1647,30	1235,48
66	52,02	39,02	172,38	129,29	482,46	361,85	1721,76	1291,32
67	52,02	39,02	172,38	129,29	482,46	361,85	1721,76	1291,32
68	52,02	39,02	172,38	129,29	482,46	361,85	1721,76	1291,32
69	52,02	39,02	172,38	129,29	482,46	361,85	1721,76	1291,32
70	52,02	39,02	172,38	129,29	482,46	361,85	1721,76	1291,32
71	54,06	40,55	179,52	134,64	502,86	377,15	1796,22	1347,17

Tableau A de la convention collective de travail du 25/08/2017 relative à l'intervention dans les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail

Tabel A van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25/08/2017 betreffende de tussenkomst in de transportkosten tussen woonplaats en tewerkstelling								
72	54,06	40,55	179,52	134,64	502,86	377,15	1796,22	1347,17
73	54,06	40,55	179,52	134,64	502,86	377,15	1796,22	1347,17
74	54,06	40,55	179,52	134,64	502,86	377,15	1796,22	1347,17
75	54,06	40,55	179,52	134,64	502,86	377,15	1796,22	1347,17
76	56,10	42,08	186,66	140,00	523,26	392,45	1869,66	1402,25
77	56,10	42,08	186,66	140,00	523,26	392,45	1869,66	1402,25
78	56,10	42,08	186,66	140,00	523,26	392,45	1869,66	1402,25
79	56,10	42,08	186,66	140,00	523,26	392,45	1869,66	1402,25
80	56,10	42,08	186,66	140,00	523,26	392,45	1869,66	1402,25
81	58,14	43,61	194,82	146,12	544,68	408,51	1944,12	1458,09
82	58,14	43,61	194,82	146,12	544,68	408,51	1944,12	1458,09
83	58,14	43,61	194,82	146,12	544,68	408,51	1944,12	1458,09
84	58,14	43,61	194,82	146,12	544,68	408,51	1944,12	1458,09
85	58,14	43,61	194,82	146,12	544,68	408,51	1944,12	1458,09
86	60,18	45,14	201,96	151,47	565,08	423,81	2018,58	1513,94
87	60,18	45,14	201,96	151,47	565,08	423,81	2018,58	1513,94
88	60,18	45,14	201,96	151,47	565,08	423,81	2018,58	1513,94
89	60,18	45,14	201,96	151,47	565,08	423,81	2018,58	1513,94
90	60,18	45,14	201,96	151,47	565,08	423,81	2018,58	1513,94

Tableau A de la convention collective de travail du 25/08/2017 relative à l'intervention dans les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail

Tabel A van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25/08/2017 betreffende de tussenkomst in de transportkosten tussen woonplaats en tewerkstelling								
91	63,24	47,43	209,10	156,83	586,50	439,88	2093,04	1569,78
92	63,24	47,43	209,10	156,83	586,50	439,88	2093,04	1569,78
93	63,24	47,43	209,10	156,83	586,50	439,88	2093,04	1569,78
94	63,24	47,43	209,10	156,83	586,50	439,88	2093,04	1569,78
95	63,24	47,43	209,10	156,83	586,50	439,88	2093,04	1569,78
96	65,28	48,96	216,24	162,18	606,90	455,18	2167,50	1625,63
97	65,28	48,96	216,24	162,18	606,90	455,18	2167,50	1625,63
98	65,28	48,96	216,24	162,18	606,90	455,18	2167,50	1625,63
99	65,28	48,96	216,24	162,18	606,90	455,18	2167,50	1625,63
100	65,28	48,96	216,24	162,18	606,90	455,18	2167,50	1625,63
101	67,32	50,49	224,40	168,30	627,30	470,48	2241,96	1681,47
102	67,32	50,49	224,40	168,30	627,30	470,48	2241,96	1681,47
103	67,32	50,49	224,40	168,30	627,30	470,48	2241,96	1681,47
104	67,32	50,49	224,40	168,30	627,30	470,48	2241,96	1681,47
105	67,32	50,49	224,40	168,30	627,30	470,48	2241,96	1681,47
106	69,36	52,02	231,54	173,66	648,72	486,54	2316,42	1737,32
107	69,36	52,02	231,54	173,66	648,72	486,54	2316,42	1737,32
108	69,36	52,02	231,54	173,66	648,72	486,54	2316,42	1737,32
109	69,36	52,02	231,54	173,66	648,72	486,54	2316,42	1737,32

Tableau A de la convention collective de travail du 25/08/2017 relative à l'intervention dans les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail

Tabel A van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25/08/2017 betreffende de tussenkomst in de transportkosten tussen woonplaats en tewerkstelling								
110	69,36	52,02	231,54	173,66	648,72	486,54	2316,42	1737,32
111	71,40	53,55	238,68	179,01	669,12	501,84	2389,86	1792,40
112	71,40	53,55	238,68	179,01	669,12	501,84	2389,86	1792,40
113	71,40	53,55	238,68	179,01	669,12	501,84	2389,86	1792,40
114	71,40	53,55	238,68	179,01	669,12	501,84	2389,86	1792,40
115	71,40	53,55	238,68	179,01	669,12	501,84	2389,86	1792,40
116	73,44	55,08	246,84	185,13	690,54	517,91	2464,32	1848,24
117	73,44	55,08	246,84	185,13	690,54	517,91	2464,32	1848,24
118	73,44	55,08	246,84	185,13	690,54	517,91	2464,32	1848,24
119	73,44	55,08	246,84	185,13	690,54	517,91	2464,32	1848,24
120	73,44	55,08	246,84	185,13	690,54	517,91	2464,32	1848,24
121	76,50	57,38	253,98	190,49	710,94	533,21	2538,78	1904,09
122	76,50	57,38	253,98	190,49	710,94	533,21	2538,78	1904,09
123	76,50	57,38	253,98	190,49	710,94	533,21	2538,78	1904,09
124	76,50	57,38	253,98	190,49	710,94	533,21	2538,78	1904,09
125	76,50	57,38	253,98	190,49	710,94	533,21	2538,78	1904,09
126	78,54	58,91	261,12	195,84	731,34	548,51	2613,24	1959,93
127	78,54	58,91	261,12	195,84	731,34	548,51	2613,24	1959,93
128	78,54	58,91	261,12	195,84	731,34	548,51	2613,24	1959,93

Tableau A de la convention collective de travail du 25/08/2017 relative à l'intervention dans les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail

Tabel A van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25/08/2017 betreffende de tussenkomst in de transportkosten tussen woonplaats en tewerkstelling								
129	78,54	58,91	261,12	195,84	731,34	548,51	2613,24	1959,93
130	78,54	58,91	261,12	195,84	731,34	548,51	2613,24	1959,93
131	80,58	60,44	268,26	201,20	752,76	564,57	2687,70	2015,78
132	80,58	60,44	268,26	201,20	752,76	564,57	2687,70	2015,78
133	80,58	60,44	268,26	201,20	752,76	564,57	2687,70	2015,78
134	80,58	60,44	268,26	201,20	752,76	564,57	2687,70	2015,78
135	80,58	60,44	268,26	201,20	752,76	564,57	2687,70	2015,78
136	82,62	61,97	276,42	207,32	773,16	579,87	2762,16	2071,62
137	82,62	61,97	276,42	207,32	773,16	579,87	2762,16	2071,62
138	82,62	61,97	276,42	207,32	773,16	579,87	2762,16	2071,62
139	82,62	61,97	276,42	207,32	773,16	579,87	2762,16	2071,62
140	82,62	61,97	276,42	207,32	773,16	579,87	2762,16	2071,62
141	84,66	63,50	283,56	212,67	794,58	595,94	2836,62	2127,47
142	84,66	63,50	283,56	212,67	794,58	595,94	2836,62	2127,47
143	84,66	63,50	283,56	212,67	794,58	595,94	2836,62	2127,47
144	84,66	63,50	283,56	212,67	794,58	595,94	2836,62	2127,47
145	84,66	63,50	283,56	212,67	794,58	595,94	2836,62	2127,47
146	87,72	65,79	293,76	220,32	823,14	617,36	2940,66	2205,50
147	87,72	65,79	293,76	220,32	823,14	617,36	2940,66	2205,50

Tableau A de la convention collective de travail du 25/08/2017 relative à l'intervention dans les frais de transport entre le domicile et le lieu de travail

148	87,72	65,79	293,76	220,32	823,14	617,36	2940,66	2205,50
149	87,72	65,79	293,76	220,32	823,14	617,36	2940,66	2205,50
150	87,72	65,79	293,76	220,32	823,14	617,36	2940,66	2205,50

7. INDEMNISATION DU TEMPS DE DEPLACEMENT ET REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT ENTRE LE DOMICILE DES UTILISATEURS SUCCESSIFS

- CCT durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 1^{ier} septembre 2017

CONTENU

- CCT prévoit une indemnité pour les frais de déplacement et le temps de travail lors du déplacement entre 2 utilisateurs successifs
 - Intervention employeur à partir du 1er kilomètre (Art. 3)
 - Transport en commun public : 100% du prix réel
 - Moyens propres :
 - ≤ 15km entre 2 clients : 0,13€ / km
 - > 15m entre 2 clients : 0,15€ / km
 - Bicyclette : 0,23 € / km
 - Le remboursement des frais de transport est effectué au plus tard lors à la fin du mois suivant le mois durant lequel les frais ont été exposés. (Art. 4)
 - Si le temps entre 2 clients est de moins de 2 heures et la distance entre les 2 clients excède 1 kilomètre, l'employeur doit indemniser le temps de travail (Art. 5)
 - L'indemnité pour le temps de travail s'élève à partir de 17/04/2013 à 0,09 € / km avec un minimum de 0,57 € / km (Art. 5).
 - Ces montants sont adaptés à l'indice chaque dépassement de l'indice pivot (Art. 5).

Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

***Convention collective de travail du
25/08/2017***

**INDEMNISATION DU TEMPS DE
DEPLACEMENT ET
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE
DEPLACEMENT ENTRE LE
DOMICILE DES UTILISATEURS
SUCCESSIFS**

Chapitre I : Champ d'application

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Article 2 – La présente convention s'applique aux déplacements effectués entre le domicile de deux utilisateurs successifs, en complément des dispositions relatives aux déplacements domicile-lieu de travail et aux déplacements effectués à la demande des clients pour les courses ménagères.

Chapitre II : Remboursement des frais de déplacement entre 2 utilisateurs

Article 3 – §1. Lorsque le travailleur se déplace du domicile d'un utilisateur à un autre, l'employeur est tenu d'intervenir dans les frais de transport.

§2. L'intervention de l'employeur s'effectue, à partir du premier kilomètre en fonction du moyen de transport utilisé :

- a) En transport en commun public :
remboursement à 100% du prix réel du transport ;
- b) Moyens de transport privé :
 - 0,13 €/km si la distance est inférieure ou égale à 15 km ;

Paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren

***Collectieve arbeidsovereenkomst van
25/08/2017***

**VERGOEDING VAN DE
VERPLAATSINGSTIJD EN
TERUGBETALING VAN DE
VERVOERSKOSTEN TUSSEN DE
WOONPLAATSEN VAN
OPEENVOLGENDE GEBRUIKERS**

Hoofdstuk I : Toepassingsgebied

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

Artikel 2 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de verplaatsingen tussen de woonplaatsen van twee opeenvolgende gebruikers, en is een aanvulling van de bepalingen m.b.t. het woon-werkverkeer en m.b.t. de verplaatsingen gedaan op vraag van de klanten voor boodschappen voor het huishouden.

Hoofdstuk II : Terugbetaling van de vervoerskosten tussen 2 gebruikers

Artikel 3 – §1. Als de werknemer zich verplaatst van de woonplaats van de ene gebruiker naar deze van een andere, is de werkgever verplicht tussen te komen in de vervoerskosten.

§2. De werkgever komt tussen vanaf de eerste kilometer, in functie van het gebruikte vervoermiddel:

- a) Openbaar vervoer:
terugbetaling aan 100% van de werkelijke vervoerskosten;
- b) Privé vervoermiddelen:
 - 0,13 €/km als de afstand lager of gelijk is aan 15 km;

- 0,15 €/km si la distance est supérieure à 15 km.
- c) Bicyclette :
remboursement de 0,23 €/km.

Article 4 – §1. Le remboursement des frais de transport est effectué au plus tard lors de la liquidation du salaire à la fin du mois suivant le mois durant lequel les frais ont été exposés.

§2. Le remboursement est effectué sur production des justificatifs requis ou d'une déclaration du travailleur.

Chapitre III : Indemnisation du temps de déplacement

Article 5 – §1. Lorsque le travailleur dessert plusieurs utilisateurs successivement, et pour autant, d'une part, qu'il ne s'écoule pas plus de deux heures entre la fin des prestations chez l'un et le début des prestations chez le suivant et, d'autre part, que la distance excède un kilomètre, le temps de déplacement nécessaire est indemnisé de façon forfaitaire à concurrence de 0,09 €/km, avec un minimum de 0,57 € par déplacement.

§2. Les montants de l'indemnité de déplacement visée au paragraphe précédent sont liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation du mois de juin 2003.

Chaque fois que l'indice des prix atteint l'indice-pivot supérieur qui est calculé en multipliant l'indice initial par 1,02, la base de calcul applicable, telle que prévue au §3, est augmentée de 2%. Celle-ci remplace alors la base de calcul précédente.

§3. La base de calcul est un nombre qui comporte 4 chiffres après la virgule. Au 17/04/2013, ce nombre s'élève respectivement à 0,0936 et 0,5700.

§4. Pour déterminer l'indemnité due au travailleur titres-services, le résultat du §2 et du §3 est arrondi à l'eurocent supérieur lorsque la troisième décimale est égale ou supérieure à

- 0,15 €/km als de afstand hoger is dan 15 km.
- c) Fiets :
terugbetaling aan 0,23 €/km.

Artikel 4 - §1. De terugbetaling van de vervoerskosten gebeurt uiterlijk op het ogenblik van de uitbetaling van de bezoldiging op het einde van de maand die volgt op de maand waarin de kosten werden gemaakt.

§2. De terugbetaling gebeurt na het voorleggen van de vereiste documenten ter verantwoording, of op basis van een verklaring van de werknemer.

Hoofdstuk III : Vergoeding van de verplaatsingstijd

Artikel 5 - §1. Als de werknemer achtereenvolgens verschillende gebruikers bedient, en in de mate dat er, enerzijds, niet meer dan twee uur ligt tussen het einde van de prestaties bij de ene en het begin van de prestaties bij de volgende en, anderzijds, de afstand méér dan één kilometer bedraagt, wordt de nodige verplaatsingstijd op een forfaitaire manier vergoed a rato van 0,09 €/km, met een minimum van 0,57 € per verplaatsing.

§2. De bedragen van de verplaatsingsvergoeding waarvan sprake in de vorige paragraaf zijn gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand juni 2003.

Elke keer dat het indexcijfer de hogere spilindex bereikt die berekend wordt door de initiële index te vermenigvuldigen met 1,02, wordt steeds de toepasselijke berekeningsbasis, zoals voorzien in §3, verhoogd met 2%. Deze vervangt dan de vorige berekeningsbasis.

§3. De berekeningsbasis is een getal tot 4 cijfers na de komma. Op 17/04/2013 bedraagt dit respectievelijk 0,0936 en 0,5700.

§4. Om de verschuldigde vergoeding aan de dienstencheque-werknemer te bepalen wordt de uitkomst van §2 en §3 met de hogere eurocent afgerond wanneer de derde decimaal gelijk is aan

cinq, et à l'eurocent inférieur lorsque la décimale est inférieure à cinq.

of hoger is dan vijf en naar de lagere eurocent wanneer de decimaal lager is dan vijf.

Chapitre IV : Dispositions finales

Article 6 - La présente convention collective de travail ne peut porter atteinte à des accords plus favorables existant au niveau des entreprises, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Article 7 - La présente convention collective de travail produit ses effets le 1 septembre 2017 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace les dispositions de la convention collective de travail du 17 avril 2013 (numéro d'enregistrement 115003/CO/32201), conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relative à l'indemnisation du temps de déplacement et au remboursement des frais de déplacement entre le domicile des utilisateurs successifs.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Hoofdstuk IV : Slotbepalingen

Artikel 6 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet geen afbreuk aan bestaande gunstigere individuele of collectieve akkoorden op ondernemingsvlak.

Artikel 7 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2017 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij vervangt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 april 2013 (registratienummer 115003/CO/32201) betreffende de vergoeding van de verplaatsingsstijd en de terugbetaling van de vervoerskosten tussen de woonplaatsen van opeenvolgende gebruikers, gesloten in het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

Zij kan, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden wordt in acht genomen, door elk van de partijen worden opgezegd met een aangetekend schrijven gericht aan de Voorzitter van het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

8. REMBOURSEMENT FRAIS DE TRANSPORT POUR LES DEPLACEMENTS EFFECTUES A LA DEMANDE DE CLIENTS POUR LES COURSES MENAGERES

- CCT durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 1^{ier} septembre 2017

COMPTENU

- CCT prévoit une indemnisation pour les frais de déplacements effectués à la demande des clients pour les courses ménagères
 - Employeur est tenu de rembourser les frais de transport (Art. 3)
 - Intervention à partir du premier kilomètre (Art. 3)
 - Transport en commun public : 100% du prix réel
 - Moyens propres : 0,2156€ / km
 - Bicyclette : 0,23 € / km
 - Remboursement des frais de transport est effectué au plus tard à la fin du mois suivant le mois durant lequel les frais ont été exposés (Art. 4).

Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

***Convention collective de travail du
25/08/2017***

**REMBOURSEMENT DES FRAIS DE
TRANSPORT POUR LES
DÉPLACEMENTS EFFECTUÉS A LA
DEMANDE DE CLIENTS POUR LES
COURSES MÉNAGÈRES**

Chapitre I : Champ d'application

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Article 2 – La présente convention s'applique aux déplacements effectués entre le domicile de deux utilisateurs successifs, en complément des dispositions relatives aux déplacements domicile-lieu de travail et aux déplacements effectués à la demande des clients pour les courses ménagères.

Chapitre II : Remboursement des frais de transport

Article 3 – L'employeur est tenu de rembourser au travailleur les frais de transport lorsque celui-ci se déplace par ses propres moyens pour effectuer des courses ménagères à la demande de clients.

Le remboursement de ces frais de transport s'effectue, à partir du premier km, en fonction du moyen de transport utilisé :

- a) En transport en commun public :
remboursement à 100% du prix réel du transport ;

Paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren

***Collectieve arbeidsovereenkomst van
25/08/2017***

**TERUGBETALING VAN DE
VERVOERKOSTEN M.B.T. DE
VERPLAATSINGEN GEDAAN OP
VRAAG VAN DE KLANTEN VOOR
BOODSCHAPPEN VOOR HET
HUISHOUDEN.**

Hoofdstuk I : Toepassingsgebied

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

Artikel 2 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de verplaatsingen tussen de woonplaatsen van twee opeenvolgende gebruikers, en is een aanvulling van de bepalingen m.b.t. het woon-werkverkeer en m.b.t. de verplaatsingen gedaan op vraag van de klanten voor boodschappen voor het huishouden.

Hoofdstuk II : Terugbetaling van de vervoerkosten

Artikel 3 – De werkgever is verplicht de vervoerskosten terug te betalen aan de werknemer als deze zich met eigen vervoermiddelen verplaatst om, op vraag van de klanten, boodschappen voor het huishouden te doen.

De terugbetaling van deze vervoerkosten, vanaf de eerste kilometer, gebeurt in functie van het gebruikte vervoermiddel:

- a) Openbaar vervoer:
terugbetaling aan 100% van de werkelijke vervoerskosten;
- d) Privé vervoermiddelen: terugbetaling aan 0,2156 €/km

- b) Moyens propres (à l'exception de la bicyclette) : remboursement de 0,2156 EUR par km.
- c) Bicyclette : remboursement de 0,23 EUR par km.

- e) Fiets :
terugbetaling aan 0,23 €/km.

Article 4 – Le remboursement des frais de transport prévus par la présente convention se fait au plus tard lors de la liquidation du salaire à la fin du mois suivant le mois pendant lequel les frais de déplacements ont été faits. Le paiement ne peut se faire qu'à condition que les frais de déplacements soient justifiés par les pièces requises ou d'une déclaration du travailleur.

Artikel 4 - §1. De terugbetaling van de vervoerskosten gebeurt uiterlijk op het ogenblik van de uitbetaling van de bezoldiging op het einde van de maand die volgt op de maand waarin de kosten werden gemaakt. De terugbetaling gebeurt na het voorleggen van de vereiste documenten ter verantwoording, of op basis van een verklaring van de werknemer.

Chapitre III : Dispositions finales

Hoofdstuk III : Slotbepalingen

Article 5 - La présente convention collective de travail ne peut porter atteinte à des accords plus favorables existant au niveau des entreprises, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Artikel 5 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet geen afbreuk aan bestaande gunstigere individuele of collectieve akkoorden op ondernemingsvlak.

Article 6 - La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er septembre 2017 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace les dispositions de la convention collective de travail du 14 juillet 2009 (numéro d'enregistrement 95427/CO/32201), conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relative au remboursement des frais de transport pour les déplacements effectués à la demande de clients pour les courses ménagères.

Artikel 6 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2017 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij vervangt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juli 2009 (registratienummer 95427/CO/32201) betreffende de terugbetaling van de vervoerskosten m.b.t. de verplaatsingen gedaan op vraag van de klanten voor boodschappen voor het huishouden, gesloten in het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Zij kan, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden wordt in acht genomen, door elk van de partijen worden opgezegd met een aangetekend schrijven gericht aan de Voorzitter van het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

9. VETEMENT DU TRAVAIL : MISE A DISPOSITION ET ENTRETIEN

- CCT à durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 01 juillet 2016

CONTENU

- Qu'entend-on nous par vêtements de travail?
(Art. 2 §2)
- Les dispositions relatives aux vêtements de travail sont déterminées en concertation avec les représentants des travailleurs dans le CPPT/DS (Art. 2 §2)
- Nettoyage et entretien du vêtement de travail (Art. 4/6)
- Indemnité dans le cas où le travailleur assure le nettoyage et l'entretien: 0,38 €/jour de travail (Art. 5/6)
 - Sanction dans le cas où un employeur ne fournit pas et/ou n'assure pas l'entretien des vêtements de travail (Art. 7)
 - 1, 46€ par jour de travail presté ou entamé pour la fourniture des vêtements de travail
 - 0,38€ par jour de travail presté ou entamé pour l'entretien et le lavage des vêtements de travail
- La présente convention ne porte pas préjudice aux régimes plus favorables existant au niveau de l'entreprise. (Art. 8)

Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

***Convention collective de travail du
06/06/2016***

**MISE A DISPOSITION ET
ENTRETIEN DU VETEMENT DE
TRAVAIL**

Chapitre I : Champ d'application

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Chapitre II : Définition du vêtement de travail

Article 2 - §1. Pour l'application de la présente convention collective de travail, il faut entendre par vêtements de travail, des vêtements qui doivent éviter que le travailleur ne se salisse suite à la nature de ses activités et qui ne sont pas considérés comme un moyen de protection.

§2. Pour satisfaire à la définition reprise au §1, il doit s'agir pour les travailleurs titres-services :

1. De vêtements qui couvrent la partie supérieure et inférieure du corps, c'est-à-dire :

- a. Pour la partie supérieure du corps :
un T-shirt, une blouse, une chemise,...
- Pour la partie inférieure du corps :
un pantalon, un short,...
- ou
- b. d'un vêtement qui couvre la partie supérieure et inférieure du corps.

2. De chaussures si le travailleur effectue des tâches impliquant l'usage d'eau ou d'autres produits sur des revêtements de sol.

Paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren

***Collectieve arbeidsovereenkomst van
06/06/2016***

**TERBESCHIKKINGSTELLING EN
ONDERHOUD VAN DE WERKKLEDIJ**

Hoofdstuk I : Toepassingsgebied

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

Hoofdstuk II : Definitie van werkkledij

Artikel 2 - §1. Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder werkkledij bestaan, een kledij die moet vermijden dat de werknemer zich vuil maakt als gevolg van de aard van zijn werkzaamheden en die niet beschouwd wordt als beschermingsmiddel.

§2. Om aan de §1 definitie te voldoen, moet de werkkledij voor de dienstencheque werknemer:

1. Het boven- en onderlichaam bedekken, het is te zeggen:

- a. Voor het bovenlichaam: een T-shirt, bloes, hemd,...
- Voor het onderlichaam: een broek, short,...
- of
- b. Een kledingstuk dat boven- en onderlichaam bedekt.

2. Schoeisel als de werknemer taken uitvoert die het gebruik van water of andere producten op vloeroppervlakken inhouden.

Lorsque l'entreprise compte un CPPT et/ou une délégation syndicale, les dispositions relatives aux vêtements de travail sont déterminées en concertation avec les représentants des travailleurs.

Ces dispositions peuvent impliquer entre autres : le nombre des vêtements à mettre à disposition, la nécessité d'avoir des vêtements adaptés en fonctions des conditions atmosphériques/type d'activité,... ».

Chapitre III : mise à disposition du vêtement de travail

Article 3 – L'employeur est tenu de fournir un vêtement de travail à ses travailleurs dès le début de leurs activités, et il en reste propriétaire.

Chapitre IV : Nettoyage et entretien du vêtement de travail

Article 4 –

§1 L'employeur assure, ou fait assurer, à ses frais le nettoyage des vêtements de travail au moyen de produits les moins allergisants possible, de même que la réparation et l'entretien en état normal d'usage, ainsi que le renouvellement en temps utile.

§2. L'employeur qui pourvoit lui-même à l'entretien des vêtements de travail prévoit à partir du 1^{er} juillet 2016 l'octroi d'une indemnité d'une valeur nette de 0,12 EUR par jour presté, qui sera négociée au niveau de l'entreprise. L'employeur le confirmera dans une CCT d'entreprise.

Article 5 – Par dérogation à l'article 4, lorsqu'il ressort de l'analyse des risques que les vêtements de travail ne présentent aucun risque pour la santé du travailleur et son entourage direct, et si l'employeur ne s'occupe pas du nettoyage et de l'entretien des vêtements de travail, le travailleur peut lui-même en assurer l'entretien et le nettoyage.

Dans ce cas, l'employeur est tenu de verser au travailleur une indemnité de 0,38€ par jour de travail presté ou entamé.

Cette indemnité sera liquidée au moment du paiement du salaire du travailleur.

Indien er een CPBW en/of een syndicale delegatie aanwezig is op het bedrijf worden afspraken met betrekking tot werkkledij vastgelegd in overleg met de werknemersafgevaardigden.

Deze afspraken kunnen bijvoorbeeld inhouden: het aantal ter beschikking te stellen kledingstukken, de noodzaak om aangepaste kledij te hebben in functie van weersomstandigheden/type activiteit,...".

Hoofdstuk III : terbeschikkingstelling van de werkkledij

Artikel 3 - De werkgever moet gratis werkkledij verschaffen aan zijn werknemers, vanaf het begin van hun werkzaamheden, en blijft er de eigenaar van.

Hoofdstuk IV : Reiniging en onderhoud van de werkkledij

Artikel 4 –

§1. De werkgever zorgt, of laat op zijn kosten zorgen, voor de reiniging van de werkkledij met producten die zo weinig mogelijk allergeen zijn, alsook voor het herstellen en onderhouden van de werkkledij in normale staat van gebruik, en voor de tijdige vernieuwing ervan.

§2. De werkgever die zelf voorziet in het onderhoud van de werkkledij, voorziet vanaf 1 juli 2016 een vergoeding van netto 0,12 € per gepresteerde dag die op ondernemingsvlak onderhandeld worden. De werkgever zal dit vastleggen in een collectieve arbeidsovereenkomst op ondernemingsniveau.

Artikel 5 – Als, in afwijking van artikel 4, uit de risicoanalyse blijkt dat de werkkledij geen enkel risico vormt voor de gezondheid van de werknemer en zijn directe omgeving, en als de werkgever niet instaat voor de reiniging en het onderhoud van de werkkledij, mag de werknemer zelf instaan voor de reiniging en het onderhoud.

In dat geval betaalt de werkgever vanaf 1 juli 2016 een vergoeding van 0,38 € per gepresteerde of aangevatte arbeidsdag.

Deze vergoeding wordt betaald samen met het loon van de werknemer.

Article 6

L'employeur qui, conformément à l'article 5, verse une indemnité d'entretien et pour qui l'augmentation de 0,12 EUR par jour presté signifie un dépassement (total ou partiel) du montant exonéré d'ONSS, prévoit l'octroi d'une indemnité de la valeur nette équivalent au montant du dépassement.

Commentaire :

A titre d'exemple, une augmentation de 0,12 EUR par jour de travail peut avoir dans une entreprise pour conséquence un dépassement du montant exonéré d'ONSS de, par exemple, 0,07 EUR par jour de travail presté. En conséquence, une indemnité de la valeur nette de 0,07 EUR/jour presté devra être négociée au niveau de l'entreprise.

Artikel 6

De werkgever die conform artikel 5 een onderhoudsvergoeding betaalt en voor wie de verhoging met 0,12 € per gewerkte dag een (volledige of gedeeltelijke) overschrijding van het maximaal door de RSZ vrijgestelde bedrag betekent, voorziet een vergoeding van netto waarde ten bedragen van het bedrag van de overschrijding.

Commentaar:

Bij wijze van voorbeeld, kan een verhoging met 0,12 € per gewerkte dag in een bepaalde onderneming resulteren in een overschrijding van het door de RSZ maximaal vrijgestelde bedrag met bijvoorbeeld 0,07 € per gewerkte dag. Bijgevolg zal een vergoeding van netto waarde 0,07 EUR/gewerkte dag onderhandeld moeten worden op ondernemingsniveau.

Chapitre V : Sanction

Article 7 - Dans le cas où un employeur ne fournit pas et n'assure pas l'entretien et le lavage des vêtements de travail conformément aux chapitres III et IV de la présente CCT, les travailleurs qui en supportent la charge, reçoivent une indemnité de:

- 1,46 € par jour de travail presté ou entamé pour la fourniture des vêtements de travail
- 0,38 € par jour de travail presté ou entamé pour l'entretien et le lavage des vêtements de travail

Hoofdstuk V : Sanctie

Artikel 7 - Als een werkgever de werkkledij niet verschaft en niet zorgt voor het onderhoud en het wassen ervan overeenkomstig hoofdstukken III en IV van deze CAO, dan ontvangen de werknemers die hiervoor instaan een vergoeding van:

- 1,46 € per gepresteerde of aangevatte arbeidsdag voor het verschaffen van de werkkledij en/of
- 0,38 € per gepresteerde of aangevatte arbeidsdag voor het onderhouden en wassen van de werkkledij.

Chapitre VI : Dispositions finales

Article 8 - La présente convention collective de travail ne peut porter atteinte à des accords plus favorables existant au niveau des entreprises, qu'ils soient individuels ou collectifs.

Elle ne porte pas atteinte ni ne remplace les dispositions relatives aux moyens de protection individuelle fixées dans l'arrêté royal du 13 juin 2005 (Moniteur belge du 14 juillet 2005).

Article 9 - La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} juillet 2016 et est conclue pour une durée indéterminée.

Hoofdstuk VI : Slotbepalingen

Artikel 8 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet geen afbreuk aan bestaande gunstigere individuele of collectieve akkoorden op ondernemingsvlak.

Zij doet geen afbreuk of vervangt geenszins de bepalingen met betrekking tot de persoonlijke beschermingsmiddelen zoals voorzien in het koninklijk besluit van 13 juni 2005 (Belgisch Staatsblad van 14 juli 2005).

Artikel 9 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2016. Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Elle remplace les dispositions de la convention collective de travail du 7 mai 2014, relative à la mise à disposition et l'entretien du vêtement de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité et enregistrée sous le numéro 122430/CO/322.01.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Zij vervangt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 2014 betreffende de terbeschikkingstelling en het onderhoud van de werkkledij, gesloten in het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren, geregistreerd onder het nummer 122430/CO/322.01.

Zij kan, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden wordt in acht genomen, door elk van de partijen worden opgezegd met een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

10. STATUT DE LA DELEGATION SYNDICALE

- CCT à durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 1^{er} septembre 2017

CONTENU

- CCT fixe le statut de la délégation syndicale dans votre entreprise
 - Institution possible dans les entreprises occupant 20 travailleurs et plus (Art. 6)
 - Le nombre de délégués effectifs et suppléants est fixé par le nombre des travailleurs (Art. 7)
 - Conditions pour remplir la fonction (Art. 10)
 - Nouveauté de 09/2017: 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise suffit (avant : 9 mois)
 - Compétences (Art. 15-20)
 - Statut (Art. 21-27)
 - Conditions d'exercice du mandat (Art. 28-33)
 - Nouveauté de 09/2017 : droit de disposer d'un crédit d'heures proportionnel au régime de travail, minimum 19 heures de crédit pour un travailleur à temps partiel jusqu'à maximum 35 heures de crédit pour un travailleur à temps plein, sans préjudicier d'éventuels accords plus favorables, leur permettant d'exercer leur fonction.
 - Interventions des permanents syndicaux (Art. 34-37)

**Paritair Subcomité voor de
erkende ondernemingen die
buurtwerken of –diensten leveren**

***Collectieve arbeidsovereenkomst
van 25/08/2017***

**Het statuut van de syndicale
afvaardiging**

**Sous-commission paritaire pour
les entreprises agréées
fournissant des travaux ou
services de proximité**

***Convention collective de travail du
25/08/2017***

**Le statut de la délégation
syndicale**

Hoofdstuk I — Toepassingsgebied

Art. 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren.

Hoofdstuk II — Algemene principes

Art. 2. De werkgevers kennen aan hun werknemers die lid zijn van één van de ondertekenende werknemersorganisaties van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, het recht toe zich bij hen te laten vertegenwoordigen door een syndicale afvaardiging, waarvan het statuut bepaald wordt door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 3. De werkgevers verbinden zich ertoe de syndicale afvaardiging van de werknemers te ontvangen en zij zullen geen enkele druk uitoefenen op het personeel om hen te beletten zich aan te sluiten bij een vakbond. De werkgevers zullen aan de niet-gesyndiceerde werknemers geen andere voorrechten verlenen dan aan de gesyndiceerde werknemers.

Art. 4. De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe hun leden aan te bevelen:

Chapitre I. - Champ d'application.

Art. 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Chapitre II. - Principes généraux

Art. 2. Les employeurs reconnaissent aux travailleurs syndiqués au sein d'une des organisations de travailleurs signataires de la présente convention collective de travail, le droit de se faire représenter auprès d'eux par une délégation syndicale, dont le statut est régi par la présente convention collective de travail.

Art. 3. Les employeurs s'engagent à recevoir la délégation syndicale des travailleurs et à n'exercer aucune pression sur le personnel pour l'empêcher de se syndiquer, ainsi qu'à ne pas consentir aux travailleurs non syndiqués d'autres prérogatives qu'aux travailleurs syndiqués.

Art. 4. Les parties signataires s'engagent à recommander à leurs affiliés:
a) de faire preuve d'un esprit de justice, d'équité et de conciliation;

a) blijk te geven van een geest van rechtvaardigheid, billijkheid en verzoening ;

b) de sociale wetgeving, het arbeidsreglement en de collectieve arbeidsovereenkomsten na te leven;

c) hun inspanningen te bundelen met het oog op het scheppen van goede sociale verhoudingen in de onderneming. De syndicale afgevaardigden van de werknemers mogen de werking van de directie van de onderneming en van haar vertegenwoordigers in de verschillende niveaus niet belemmeren.

Art. 5. De ondertekenende werknemers-organisaties verbinden zich ertoe, door eerbiediging van de vrijheid van vereniging, er over te waken dat hun leden uit hun syndicale propaganda de methodes zouden weren die in tegenstrijd zijn met de geest van de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24 mei 1971 en 30 juni 1971 in de Nationale Arbeidsraad betreffende het statuut van de syndicale afvaardigingen van het personeel der ondernemingen.

Hoofdstuk III — Oprichting en samenstelling van de syndicale afvaardiging

Art. 6. Een syndicale afvaardiging kan worden opgericht in de ondernemingen met 20 werknemers (koppen) en meer.

Art. 7. Het aantal effectieve en plaatsvervangende afgevaardigden in de syndicale afvaardiging ziet er uit als volgt

- van 20 tot 60 werknemers: 3 effectieve — 2 plaatsvervangende
- van 51 tot 75 werknemers : 4 effectieve — 3 plaatsvervangende
- van 76 tot 150 werknemers : 4 effectieve — 3 plaatsvervangende
- van 151 tot 300 werknemers: 5 effectieve — 3 plaatsvervangende
- van 301 tot 500 werknemers: 6 effectieve — 4 plaatsvervangende

b) de respecter la législation sociale, le règlement de travail et les conventions collectives de travail;

c) de conjuguer leurs efforts en vue de créer de bonnes relations sociales dans l'entreprise.

Les délégués syndicaux des travailleurs ne peuvent entraver l'action de la direction de l'entreprise et de ses représentants aux divers échelons.

Art. 5. Les organisations de travailleurs signataires s'engagent, en respectant la liberté d'association, à veiller à ce que leurs membres excluent de leur propagande syndicale des méthodes qui seraient contraires à l'esprit de la présente convention collective de travail et de celles conclues les 24 mai 1971 et 30 juin 1971 au sein du Conseil national du travail concernant le statut des délégations syndicales du personnel des entreprises.

Chapitre III - Institution et composition de la délégation syndicale

Art. 6. Une délégation syndicale peut être instituée dans les entreprises occupant 20 travailleurs (têtes) et plus.

Art. 7. Le nombre de délégués effectifs et suppléants qui composent la délégation syndicale est fixée comme suit :

- de 20 à 50 travailleurs : 3 effectifs — 2 suppléants
- de 51 à 75 : 4 effectifs — 3 suppléants
- de 76 à 150 : 4 effectifs — 3 suppléants
- de 151 à 300 : 5 effectifs — 3 suppléants
- de 301 à 500 : 6 effectifs — 4 suppléants

- van 501 tot 700 werknemers: 7 effectieve —4 plaatsvervangende
- van 701 tot 900 werknemers: 8 effectieve —5 plaatsvervangende
- van 901 tot 1200 werknemers: 9 effectieve —5 plaatsvervangende
- van 1201 tot 1500 werknemers: 10 effectieve —6 plaatsvervangende
- vanaf 1500 werknemers: per begonnen schijf van 1250 werknemers wordt het aantal effectieve en plaatsvervangende mandaten verhoogd met 1 eenheid (pro memorie tussen 1501 en 2750 11 effectieven en 7 plaatsvervangende)
- de 501 à 700 : 7 effectifs – 4 suppléants
- de 701 à 900 : 8 effectifs – 5 suppléants
- de 901 à 1200 : 9 effectifs – 5 suppléants
- de 1201 à 1500 : 10 effectifs – 6 suppléants
- plus de 1500 : Par tranche entamée de 1.250 travailleurs, le nombre de mandats effectifs et suppléants est augmenté de 1 unité (pour mémoire entre 1501 et 2750 travailleurs 11 effectifs et 7 suppléants).

Dans les entreprises comptant plus de 900 travailleurs, les organisations syndicales veilleront à une répartition géographique suffisante des mandats.

Dans le cas où les organisations syndicales estiment qu'il est indispensable d'instaurer plusieurs délégations syndicales dans l'entreprise, elles répartissent entre ces dernières le nombre des délégués.

Les conventions d'entreprises prévoyant un plus grand nombre de délégués sont maintenues.

In ondernemingen die meer dan 900 werknemers tellen, zullen de werknemersorganisaties zorgen voor een voldoende geografische verdeling van de mandaten.

In het geval de vakverenigingen het onontbeerlijk oordelen om verscheidene syndicale afvaardigingen in de onderneming in te stellen verdelen zij het aantal syndicale afgevaardigden over deze plaatsten.

De bedrijfsovereenkomsten die in een groter aantal afgevaardigden voorzien, blijven behouden.

Art. 8. De werknemersorganisaties verbinden zich ertoe de vakbondsafgevaardigden aan te wijzen onder de vertegenwoordigers die kandidaat waren bij de laatste sociale verkiezingen.

Als een werknemersorganisatie geen verkozen leden heeft en ook geen werknemer die kandidaat was voor de laatste sociale verkiezingen in de onderneming, of als geen enkele kandidaat blijkt geeft van belangstelling voor het mandaat, kan ze een andere werknemer aanduiden als syndicaal afgevaardigde.

Art 8. Les organisations de travailleurs s'engagent à désigner les délégués syndicaux parmi les représentants des travailleurs ayant été candidats aux dernières élections sociales.

Lorsqu'une organisation syndicale n'a pas de membres élus et pas, ou plus de travailleur qui a été candidat aux dernières élections sociales dans l'entreprise, ou si aucun candidat ne manifeste son intérêt pour le mandat, elle peut désigner un autre travailleur comme délégué syndical.

Daar waar geen ondernemingsraad of comité voor preventie en bescherming op het werk bestaat, mag een ander personeelslid worden voorgedragen als kandidaat.

Art. 9. §1. Om het personeelsbestand van de onderneming vast te leggen, wordt er rekening gehouden met het gemiddelde aantal tewerkgestelde werknemers (berekening in koppen) in de loop van de vier kalendertrimesters die voorafgaan aan het trimester waarin de aanvraag tot oprichting van een syndicale afvaardiging wordt ingediend.

§2. Het aantal mandaten wordt in principe om de 4 jaar vastgelegd, binnen de 6 maanden na het einde van de sociale verkiezingen. In de ondernemingen zonder syndicale afvaardiging kan de oprichting ervan evenwel op elk moment plaatsvinden. Na een periode van twee jaar dat op het vastleggen van de mandaten volgt, kunnen de werknemersorganisaties een evaluatie vragen van het aantal mandaten.

Art. 10. Om de functies van effectief of plaatsvervangend afgevaardigde uit te oefenen, moeten de werknemers aan de volgende voorwaarden voldoen:

- a) In regel zijn met de vigerende wetgeving inzake de tewerkstelling
- b) niet in opzeggingstermijn zijn op het ogenblik van zijn kandidaatstelling;
- c) aangesloten zijn bij één der ondertekenende werknemersorganisaties van deze collectieve arbeidsovereenkomst.
- d) minstens zes opeenvolgende maanden anciënniteit hebben in de onderneming. In geval van overname van een bedrijf behoudt de werknemer zijn anciënniteit voor de berekening van de zes maanden.

Là où il n'y a pas de conseil d'entreprise ou de comité pour la prévention et la protection au travail, un autre membre du personnel peut être présenté comme candidat.

Art. 9. §1. En vue d'établir quel est l'effectif de travailleurs de l'entreprise, il est tenu compte du nombre moyen de travailleurs occupés (le calcul par tête) au cours des quatre trimestres civils qui précèdent celui au cours duquel est faite la demande d'instituer une délégation syndicale.

§2. Le nombre de mandats est fixé, en principe, tous les 4 ans, endéans les 6 mois qui suivent la clôture des élections sociales. Dans les entreprises sans délégation syndicale, l'instauration peut toutefois, se faire à tout moment. A l'issue d'une période de 2 ans suivant la fixation des mandats, les organisations syndicales peuvent demander une évaluation du nombre de mandats.

Art. 10. Pour remplir les fonctions de délégué effectif ou suppléant, les travailleurs doivent répondre aux conditions suivantes :

- a) être en règle avec la législation en vigueur en matière d'emploi;
- b) ne pas se trouver en période de préavis au moment de la présentation;
- c) être affiliés à l'une des organisations de travailleurs signataires de la présente convention collective de travail.
- d) avoir une ancienneté d'au moins six mois consécutifs dans l'entreprise. Dans le cas où une entreprise est reprise, le travailleur maintient son ancienneté pour le calcul des six mois.

Art. 11. De ondertekenende werknemersorganisaties maken per aangetekend schrijven de intentie tot oprichting van een syndicale delegatie, met het te voorzien aantal effectieve en plaatsvervangende mandaten, bekend aan de werkgever.

De werkgever kan, binnen de termijn van 14 kalenderdagen na ontvangst van dit schrijven verzet aantekenen tegen de oprichting van een syndicale delegatie via een aangetekend schrijven gericht aan de werknemersorganisaties die de aanvraag ingediend hebben.

Art. 12. De ondertekenende werknemersorganisaties maken aan het ondernemingshoofd een lijst over van de voorgedragen effectieve en plaatsvervangende afgevaardigden en dit ten laatste binnen dertig dagen die volgen op het verstrijken van de verzettermijn van 14 dagen zoals voorzien in artikel 11.

De ondertekenende werknemersorganisaties verbinden zich ertoe zich onderling akkoord te stellen, eventueel door een beroep te doen op het verzoeningsinitiatief van de voorzitter van het paritair comité voor de aanduiding in de onderneming van een gemeenschappelijke syndicale afvaardiging, rekening houdend met het aantal afgevaardigden dat zij moet omvatten en het aantal dat aan iedere vertegenwoordigde werknemersorganisatie toekomt in verhouding tot haar ledental.

De syndicale afgevaardigden worden door de vakbonden aangeduid, rekening houdend met het gezag waarover zij moeten beschikken bij de uitoefening van Y hun delicate functies en met hun bevoegdheid die een goede kennis van de onderneming en van hun bedrijfstak inhoudt.

Art. 11. Les organisations de travailleurs signataires communiquent à l'employeur par courrier recommandé l'intention d'instituer une délégation syndicale, avec les nombres de mandats effectifs ou suppléants prévus.

L'employeur peut, dans un délai de 14 jours calendrier après réception de ce courrier, s'opposer à l'instauration d'une délégation syndicale par lettre recommandée aux organisations syndicales qui ont introduit la demande.

Art. 12. Les organisations de travailleurs signataires communiquent à l'employeur la liste des délégués effectifs et suppléants proposés, au plus tard dans les trente jours qui suivent l'expiration du délai d'opposition de 14 jours comme prévu à l'article 11.

Les organisations de travailleurs signataires s'engagent à se mettre d'accord entre elles, éventuellement en recourant à l'initiative conciliatrice du président de la Commission paritaire, pour la désignation dans l'entreprise, d'une délégation syndicale commune, compte tenu du nombre de délégués qu'elle doit comporter et de celui qui revient à chaque organisation représentée en fonction de l'effectif de ses affiliés.

Les délégués syndicaux sont désignés par les organisations syndicales, compte tenu de l'autorité dont ils doivent disposer dans l'exercice de leurs délicates fonctions et de leur compétence qui implique une bonne connaissance de l'entreprise et du secteur.

Art. 13. De plaatsvervangende afgevaardigden zetelen ter vervanging van een overleden lid, een ontslagnemend lid, of een lid dat de voorwaarden, bepaald bij artikel 10, niet meer vervult, of waarvan het mandaat beëindigd is krachtens de bepalingen voorzien bij artikel 23.

Zij kunnen eveneens zetelen ter vervanging van een effectief lid met instemming van deze laatste.

Art. 14. Iedere werknemersorganisatie zal — ten gepaste tijde en volgens de modaliteiten van dit statuut — voorzien in de vervanging van de afgevaardigden die hun functies neerleggen.

Hoofdstuk IV Bevoegdheid van de syndicale afvaardiging

Art. 15. De bevoegdheid van de syndicale afvaardiging heeft onder meer, betrekking op:

1. de arbeidsverhoudingen;
2. de onderhandelingen met het oog op het sluiten van collectieve arbeidsovereenkomsten en akkoorden in de schoot van de onderneming, onverminderd de collectieve arbeidsovereenkomsten of akkoorden gesloten op andere vlakken;
3. de toepassing, in de onderneming, van de sociale wetgeving, de collectieve arbeidsovereenkomsten, het arbeidsreglement en de individuele arbeidsovereenkomsten;
4. het eerbiedigen van de algemene principes,

Art. 13. Les délégués suppléants sont appelés à siéger en remplacement d'un délégué décédé, démissionnaire, ou ne remplissant plus les conditions fixées à l'article 10, ou dont le mandat est venu à expiration suivant les dispositions prévues par l'article 23.

Ils peuvent également siéger en remplacement d'un délégué effectif avec l'accord de celui-ci.

Art. 14. Chaque organisation de travailleurs pourvoit, en temps utile, au remplacement de ceux de ses délégués qui viendraient à cesser leurs fonctions suivant les modalités prévues au présent statut.

Chapitre IV. - Compétence de la délégation syndicale

Art. 15. La compétence de la délégation syndicale concerne, entre autres, :

1. les relations de travail;
2. les négociations en vue de la conclusion de conventions collectives de travail et d'accords collectifs au sein de l'entreprise, sans préjudice des conventions collectives de travail ou accords conclus à d'autres niveaux;
3. l'application, dans l'entreprise, de la législation sociale, des conventions collectives de travail, du règlement de travail et des contrats individuels de travail;
4. le respect des principes généraux, précisés aux articles 2 à 5 de la convention collective de travail du 24 mai 1971 complétée par celle du 30 juin

vastgelegd bij de artikelen 2 tot 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 mei 1971, aangevuld met de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 1971 van de Nationale Arbeidsraad betreffende het statuut van de syndicale afvaardigingen van het personeel der ondernemingen.

Art.16. De syndicale afvaardiging is niet bevoegd kwesties te behandelen die onder de bevoegdheid vallen van paritaire organen die op het vlak van de onderneming opgericht zijn of worden krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling, namelijk de ondernemingsraad en het comité voor preventie en bescherming op het werk.

Bovengenoemde afvaardiging mag evenwel waken over de oprichting en de werking van deze organismen, en over de toepassing van de beslissingen die deze voor de werknemers zouden genomen hebben.

Indien er op het niveau van de onderneming noch een ondernemingsraad noch een comité voor preventie en bescherming op het werk bestaan, wordt de bevoegdheid van deze organen overgedragen aan de syndicale afvaardiging en dit aan dezelfde wettelijke voorwaarden.

Art.17. De syndicale afvaardiging heeft het recht door het ondernemingshoofd of door zijn vertegenwoordiger te worden ontvangen, naar aanleiding van ieder geschil of betwisting van collectieve aard, die in de onderneming voorkomt.

Hetzelfde recht komt haar toe, wanneer dergelijke geschillen of betwistingen dreigen uit te breken.

Art.18. Iedere individuele klacht wordt door de betrokken werknemer, op zijn

1971 conclue au sein du Conseil national du travail, concernant le statut des délégations syndicales du personnel des entreprises.

Art. 16. La délégation syndicale n'est pas habilitée pour traiter des questions qui relèvent de la compétence d'organismes paritaires à l'échelon de l'entreprise, créés ou à créer suivant une disposition légale ou réglementaire et notamment le conseil d'entreprise et le comité pour la prévention et la protection du travail.

Toutefois, la susdite délégation peut veiller à la constitution et au fonctionnement de ces organes et à l'application des décisions que ceux-ci auraient prises pour les travailleurs.

Si au niveau de l'entreprise il n'existe pas de conseil d'entreprise ni de comité pour la prévention et la protection du travail, la compétence de ces organes est attribuée à la délégation syndicale et ce, aux mêmes conditions légales.

Art. 17. La délégation syndicale a le droit d'être reçue par le chef d'entreprise ou par son représentant, à l'occasion de tout litige ou différend de caractère collectif survenant dans l'entreprise.

Le même droit lui appartient en cas de menace de pareils litiges ou différends.

Art. 18. Toute réclamation individuelle est présentée par le travailleur intéressé, en suivant la voie

vraag bijgestaan door zijn syndicale afgevaardigde, langs de gewone hiërarchische weg voorgelegd.

De syndicale afvaardiging dient te worden ontvangen naar aanleiding van alle geschillen of betwistingen van individuele aard, die niet langs deze weg konden opgelost worden.

Art. 19. Teneinde de geschillen of betwistingen, bedoeld bij de artikelen 17 en 18 hierboven te voorkomen, moet de syndicale afvaardiging voorafgaandelijk door het ondernemingshoofd ingelicht worden over de veranderingen die de contractuele of gebruikelijke arbeids- en bezoldigingsvoorwaarden zouden kunnen wijzigen, met uitsluiting van de inlichtingen van individuele aard.

Zij wordt met name ingelicht over de wijzigingen die voortspruiten uit de wet, de collectieve arbeidsovereenkomsten, of de bepalingen van algemene aard, die in de individuele contracten voorkomen en in het bijzonder over de bepalingen die een weerslag hebben op het bedrag van de bezoldiging en de regels van de beroepenclassificatie.

Art.20. De werkgever of zijn vertegenwoordiger ontvangt de syndicale afvaardiging ten laatste binnen de veertien dagen die volgen op het indienen van de aanvraag.

Hoofdstuk V — Statuut van de leden der syndicale afvaardiging

Art.21. Onder syndicaal afgevaardigde wordt telkens de effectieve en plaatsvervangende syndicaal afgevaardigde bedoeld.

Art.22. Het mandaat van de syndicale afgevaardigden duurt in principe vier jaar en is telkens voor een nieuwe periode van 4 jaar stilzwijgend hernieuwbaar. Desalniettemin, kunnen de

hiërarchische habituelle assisté, à sa demande, par son délégué syndical.

La délégation syndicale doit être reçue à l'occasion de tous litiges ou différends de caractère individuel qui n'ont pas pu être résolus par cette voie.

Art. 19. En vue de prévenir les litiges ou différends visés aux articles 17 et 18 ci-dessus, la délégation syndicale doit être informée, préalablement, par le chef d'entreprise, des changements susceptibles de modifier les conditions contractuelles ou habituelles de travail et de rémunération, à l'exception des informations de caractère individuel.

Elle est notamment informée des changements résultant de la loi, des conventions collectives de travail ou des dispositions de caractère général, figurant dans les contrats de travail individuels et en particulier des dispositions ayant une incidence sur les taux de rémunération et les règles de classification professionnelle.

Art. 20. L'employeur ou son représentant reçoit la délégation syndicale au plus tard dans les quatorze jours qui suivent l'introduction de la demande.

Chapitre V - Statut des membres de la délégation syndicale

Art. 21. Le délégué syndical signifie toujours le délégué syndical effectif et le délégué syndical suppléant.

Art. 22. Le mandat des délégués syndicaux est en principe de 4 ans, il est renouvelable par tacite reconduction, chaque fois pour une nouvelle période de 4 ans. Cependant, les délégations syndicales peuvent procéder - après une période de 12 mois suivant le

werknemersorganisaties een evaluatie van de verdeling van de mandaten tussen de werknemersorganisaties uitvoeren na een periode van telkens 1 jaar na het begin van het mandaat.

Omwille van administratieve redenen en ter gelegenheid van de verkiezingen voor de ondernemingsraden en het comité voor preventie en bescherming op het werk, wordt aan de werknemersorganisaties gevraagd de lijst met hun syndicale afgevaardigden te actualiseren.

Art. 23. Het mandaat van syndicaal afgevaardigde neemt een einde:

a) behoudens stilzwijgende hernieuwing, bij zijn normale verstrijking;

b) bij schriftelijk betekend ontslag van de afgevaardigde;

c) wanneer de afgevaardigde geen deel meer uitmaakt van het personeel van de onderneming

d) door overplaatsing van de ene technische bedrijfseenheid naar een andere, voor zover het dezelfde organisatie betreft.

e) Wanneer de afgevaardigde geen deel meer uitmaakt van de werknemersorganisatie waarvan hij lid was op het ogenblik van zijn aanwijzing;

f) Wanneer zijn mandaat hem door zijn werknemersorganisatie wordt ontnomen.

In het geval bedoeld onder d) hierboven, geniet de betrokkene nochtans, vanaf de datum van zijn overplaatsing, van de beschermingsperiode voorzien bij de artikelen 25 tot 27 van dit statuut.

In de gevallen bedoeld onder e) en f) hierboven, verwittigt de betrokken werknemersorganisatie het ondernemingshoofd per aangetekend

début du mandat renouvelable chaque année - à une évaluation de la répartition des mandats entre les organisations syndicales.

Pour des raisons administratives et à l'occasion des élections pour les conseils d'entreprise et le comité pour la prévention et la protection au travail, les organisations syndicales sont invitées à actualiser la liste de leurs délégués syndicaux.

Art. 23. Le mandat de délégué syndical prend fin :

a) sauf tacite reconduction, à l'expiration de son terme normal;

b) par démission du délégué, signifiée par écrit;

c) lorsque le délégué cesse de faire partie du personnel de l'entreprise;

d) par transfert d'une unité technique d'exploitation à une autre, pour autant qu'il s'agisse de la même organisation;

e) lorsque le délégué cesse de faire partie du syndicat dont il était membre au moment de sa désignation;

f) lorsque son mandat lui est retiré par son organisation syndicale.

Dans le cas visé au d) ci-dessus, l'intéressé bénéficie néanmoins, à partir de la date de son transfert, de la période de protection prévue aux articles 25 à 27 des présents statuts.

Dans les cas visés aux e) et f) ci-dessus, l'organisation syndicale intéressée avertit le chef d'entreprise par lettre recommandée et propose le suppléant s'il y a lieu, en suivant la

schrijven en stelt indien nodig de plaatsvervanger voor met inachtneming van de procedure voorzien bij de artikelen 11 tot 13 van dit statuut

Art. 24. Het mandaat van syndicaal afgevaardigde mag geen aanleiding geven tot enig nadeel noch tot speciale voordelen voor degene die het uitoefent.

Dit betekent dat de syndicale afgevaardigden genieten van de normale promoties en bevorderingen van de werknemerscategorie waartoe zij behoren.

Art. 25. De leden van de syndicale afvaardiging mogen niet afgedankt worden om redenen die verband houden met de normale uitoefening van hun mandaat en die stroken met deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De werkgever die overweegt een syndicale afgevaardigde af te danken om welke reden ook, dringende reden uitgezonderd, moet hiervan de syndicale afvaardiging voorafgaandelijk in kennis stellen evenals de werknemersorganisatie die de kandidatuur van deze afgevaardigde ingediend heeft. Deze kennisgeving wordt betekend per aangetekende brief die van kracht wordt op de derde dag na de afgifte per post.

De betrokken werknemersorganisatie beschikt over een termijn van 14 dagen om zijn gemotiveerde weigering voor het erkennen van de geldigheid van het voorgenomen ontslag te betekenen. Deze betekening gebeurt bij aangetekend schrijven; de periode van 14 dagen neemt een aanvang op de dag dat het schrijven toegezonden door de werkgever, van kracht wordt.

De ontstentenis van reactie vanwege de werknemersorganisatie wordt beschouwd als een erkenning van de geldigheid van de voorgenomen afdanking.

procédure prévue aux articles 11 à 13 du présent statut.

Art. 24. Le mandat du délégué syndical ne peut entraîner ni préjudice, ni avantages spéciaux pour celui qui l'exerce.

Cela signifie que les délégués syndicaux jouissent des promotions et avancements normaux de la catégorie de travailleurs à laquelle ils appartiennent.

Art. 25. Les membres de la délégation syndicale ne peuvent être licenciés pour des motifs inhérents à l'exercice normal de leur mandat et conformes à la présente convention collective de travail.

L'employeur qui envisage de licencier un délégué syndical pour quel que motif que ce soit, sauf pour motif grave, en informe préalablement la délégation syndicale ainsi que l'organisation syndicale qui a présenté la candidature de ce délégué. Cette information se fait par lettre recommandée produisant ses effets le troisième jour suivant la date de son expédition.

L'organisation syndicale intéressée dispose d'un délai de 14 jours pour notifier son refus motivé d'admettre la validité du licenciement envisagé. Cette notification se fait par lettre recommandée; la période de 14 jours débute le jour où la lettre envoyée par l'employeur produit ses effets.

L'absence de réaction de l'organisation syndicale est à considérer comme une acceptation de la validité du licenciement envisagé.

Si l'organisation syndicale refuse d'admettre la validité du licenciement envisagé, la partie la plus diligente a la

Indien de werknemersorganisatie weigert de geldigheid van de voorgenomen afdanking te erkennen, staat het de meest gereede partij vrij het geval voor te leggen aan de beoordeling van het verzoeningsbureau van het Paritair Comité; de uitvoering van de afdankingmaatregel mag tijdens de duur van de procedure niet getroffen worden.

Indien het verzoeningsbureau niet tot een éénparige beslissing kan komen binnen de dertig dagen na het verzoek tot tussenkomst, mag het geschil inzake de geldigheid van de redenen die door het ondernemingshoofd ingeroepen worden om de afdanking te rechtvaardigen, aan de arbeidsrechtbank worden voorgelegd.

Art. 26. In geval van afdanking van een effectief of plaatsvervangende syndicaal afgevaardigde wegens dringende reden, wordt de syndicale afvaardiging hiervan onmiddellijk op de hoogte gebracht.

Art. 27. De werkgever is een forfaitaire vergoeding verschuldigd in de volgende gevallen:

1. indien hij een syndicale afgevaardigde afdankt zonder de procedure te eerbiedigen voorzien bij artikel 25;

2. indien, bij het einde van deze procedure de geldigheid van de ontslagredenen, tegenover de bepalingen van artikel 25, door het verzoeningsbureau of door de arbeidsrechtbank niet wordt erkend;

3. indien de werkgever een afgevaardigde ontslagen heeft uit hoofde van dringende reden en de arbeidsrechtbank het ontslag als ongegrond verklaard heeft;

4. indien de arbeidsovereenkomst een einde genomen heeft uit hoofde van een ernstige fout van de werkgever, die voor de afgevaardigde een reden vormt voor

faculté de soumettre le cas à l'appréciation du bureau de conciliation de la Commission paritaire. L'exécution de la mesure du licenciement ne peut intervenir pendant la durée de cette procédure.

Si le bureau de conciliation n'a pu arriver à une décision unanime dans les trente jours de la demande d'intervention, le litige concernant la validité des motifs invoqués par l'employeur pour justifier le licenciement peut être soumis au tribunal du travail.

Art. 26. En cas de licenciement d'un délégué syndical, effectif comme suppléant, pour motif grave, la délégation syndicale doit en être informée immédiatement.

Art. 27. L'employeur est redevable d'une indemnité forfaitaire dans les cas suivants :

1. s'il licencie un délégué syndical sans respecter la procédure prévue à l'article 25;

2. si, au terme de cette procédure, la validité des motifs du licenciement, au regard des dispositions de l'article 25, n'est pas reconnue par le bureau de conciliation ou par le tribunal du travail;

3. si l'employeur a licencié un délégué pour motif grave et que le tribunal du travail a déclaré le licenciement non-fondé;

4. si le contrat de travail a pris fin en raison d'une faute grave de l'employeur, qui constitue, pour le

onmiddellijke verbreking van de overeenkomst.

De forfaitaire vergoeding is gelijk aan de brutobezoldiging van één jaar, onverminderd de toepassing van de artikelen 39 en 40 van de wet van 3 juli 1978 inzake de arbeidsovereenkomsten.

Deze vergoeding is niet verschuldigd wanneer de syndicale afgevaardigde een vergoeding geniet in het kader van hoofdstuk IV van de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comité voor preventie en bescherming op het werk alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden.

Hoofdstuk VI — Uitoefeningsvoorwaarden van het mandaat van syndicaal afgevaardigde

Art. 28. De syndicale afvaardiging wordt, naargelang de noodzaak, ontvangen door het ondernemingshoofd of door zijn vertegenwoordiger.

Art. 29. De syndicale afvaardiging, volledig of gedeeltelijk, komt met de werkgever samen gedurende de normale werkuren.

Art. 30. De vergaderingen worden zoveel als mogelijk tijdens de arbeidsuren gehouden. De daaraan gewijde tijd wordt als effectieve werktijd betaald. De tijd van de vergadering die buiten de normale werktijd valt, geeft daarentegen geen recht op overloon.

Art. 31. De leden van de syndicale afvaardiging beschikken over de nodige tijd en mogelijkheden — te bepalen in gemeenschappelijk overleg met het ondernemingshoofd en bezoldigd als werktijd — om collectief of individueel de syndicale opdrachten of activiteiten in de

délégué, un motif de résiliation immédiate du contrat.

L'indemnité forfaitaire est égale à la rémunération brute d'un an, sans préjudice de l'application des articles 39 et 40 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Cette indemnité n'est pas due lorsque le délégué syndical bénéficie de l'indemnité prévue par le chapitre IV de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et le comité pour la prévention et la protection au travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel.

Chapitre VI - Conditions d'exercice du mandat de délégué syndical

Art. 28. La délégation syndicale est reçue suivant les nécessités, par le chef d'entreprise ou son représentant.

Art. 29. La délégation syndicale, complète ou partielle, se réunit avec l'employeur pendant les heures normales de travail.

Art. 30. Les réunions ont lieu le plus possible pendant les heures de travail. Le temps qui y est consacré est rémunéré comme temps de travail effectif. Toutefois, le temps de réunion qui dépasse les heures normales de travail ne donne pas lieu à un sursalaire

Art. 31. Les membres de la délégation syndicale disposent du temps et des facilités nécessaires - à déterminer de commun accord avec l'employeur et rémunérés comme temps de travail - pour l'exercice collectif ou individuel des missions ou activités syndicales

onderneming uit te oefenen, voorzien door dit statuut.

In het vooruitzicht van het gebruik van deze tijd en mogelijkheden, verwittigen de leden van de syndicale afvaardiging voorafgaandelijk het ondernemingshoofd en waken er over in gemeenschappelijk overleg met hem, dat dit gebruik de goede werking van de diensten van de onderneming niet in het gedrang brengt.

De onderneming stelt - hetzij permanent, hetzij occasioneel - een lokaal en de nodige middelen (computer, bureau, telefoon,...) ter beschikking van de syndicale afvaardiging teneinde haar in staat te stellen haar taak behoorlijk te vervullen. In dit verband kan de syndicale afvaardiging, ter voorbereiding van de vergaderingen met de werkgever, in het bedrijf samenkomen, mits 8 dagen op voorhand de werkgever te verwittigen. Deze voorbereidende vergaderingen dienen beschouwd als syndicale opdrachten en activiteiten zoals bedoeld in de 1e alinea.

Art. 32. De syndicale afvaardiging kan, zonder dat dit de organisatie van het werk mag verstoren, overgaan tot het mondeling of schriftelijk verstrekken van elke communicatie nuttig voor de werknemers. Deze communicatie dient beroepsmatig of van syndicale aard te zijn, betrekking te hebben op de onderneming en indien zij schriftelijk wordt medegedeeld, op voorhand ter kennis van de werkgever te worden gebracht.

Om de werknemers te informeren worden uithangborden voorzien door de werkgever.

Het aantal borden en de plaats waarop ze worden geplaatst worden in onderling overleg tussen werkgever en werknemers bepaald.

dans l'entreprise, prévues par le présent statut.

En vue de l'utilisation de ce temps et de ces facilités, les membres de la délégation syndicale informent, au préalable, l'employeur et veillent, de commun accord avec lui, à ce que cette utilisation ne perturbe pas la bonne marche de l'entreprise.

L'employeur met – soit en permanence, soit occasionnellement - un local et les moyens nécessaires (computer, bureau, téléphone,...) à la disposition de la délégation syndicale afin de lui permettre de remplir adéquatement sa mission. Dans ce cadre, la délégation syndicale peut en vue de préparer les réunions avec l'employeur se réunir au sein de l'entreprise moyennant avertissement de l'employeur 8 jours à l'avance. Ces réunions préparatoires sont à considérer comme des missions et activités syndicales telles que visées par l'alinéa 1er.

Art. 32. La délégation syndicale peut, sans que cela puisse perturber l'organisation du travail procéder, oralement ou par écrit, à toutes les communications utiles aux travailleurs. Ces communications doivent avoir un caractère professionnel ou syndical, se rapporter à l'entreprise et, si elles sont faites par écrit, être portées préalablement à la connaissance de l'employeur.

En vue d'informer les travailleurs, des tableaux d'affichage seront prévus par l'employeur.

Le nombre de tableaux et l'endroit où ils seront placés seront convenus de

Op gemotiveerd verzoek van de syndicale afvaardiging — 48 uur op voorhand ingediend en mits het akkoord van de werkgever — kunnen informatievergaderingen ten behoeve van de werknemers tijdens de werkuren worden georganiseerd door de syndicale afvaardiging op de plaats van de tewerkstelling, met name de zetel van de onderneming of een exploitatiezetel.

Deze voorlichtingsvergaderingen moeten over welbepaalde onderwerpen handelen en zich beperken tot het betrokken personeel.

De werkgever zal zijn akkoord hierover niet naar willekeur weigeren. Hij is er in het bijzonder toe gehouden dit te verlenen bij het afsluiten van collectieve arbeidsovereenkomsten die alle werknemers van het bedrijf aanbelangen.

Art. 33 .De aangewezen afgevaardigden hebben, naast de tijd nodig voor voorvergaderingen en vergaderingen, het recht gedurende elk kwartaal te beschikken over een aantal kredieturen proportioneel met hun arbeidsduur, i.e. minimaal negentien kredieturen voor een deeltijdse werknemer tot maximaal vijfendertig kredieturen voor een voltijdse werknemer, zonder betere akkoorden uit te sluiten, om hen toe te laten hun functie uit te oefenen.

Het aantal kredieturen en de modaliteiten worden bepaald in onderling akkoord met de werkgever.

De kredieturen zijn in principe niet overdraagbaar van een afgevaardigde op een andere. Op niveau van het bedrijf kan echter een kredieturenpot worden samengesteld per werknemersorganisatie, wanneer de partijen dit in onderling akkoord beslissen.

commun accord entre employeur et travailleurs.

Sur demande motivée, à introduire par la délégation syndicale avec un préavis de 48 heures et moyennant l'accord de l'employeur, des réunions d'information des travailleurs peuvent être organisées pendant les heures de travail par la délégation syndicale sur les lieux du travail – à savoir le siège de l'entreprise ou un siège d'exploitation.

Ces réunions d'information doivent porter sur des objets bien déterminés et se limiter au personnel concerné.

L'employeur ne peut arbitrairement refuser son accord; il est plus particulièrement amené à le donner lors de la conclusion de conventions collectives de travail intéressant l'ensemble des travailleurs de l'entreprise.

Art. 33 Les délégués ainsi désignés ont le droit de disposer, en plus du temps nécessaire aux réunions préparatoires et aux réunions, d'un crédit d'heures proportionnel à leur régime de travail, à savoir, minimum 19 heures de crédit pour un travailleur à temps partiel jusqu'à maximum 35 heures de crédit pour un travailleur à temps plein, sans préjudicier d'éventuels accords plus favorables, leur permettant d'exercer leur fonction.

Le nombre d'heures de ce crédit temps et ses modalités sont fixés en commun accord avec l'employeur.

En principe, le crédit d'heures trimestriel n'est pas transférable d'un délégué à l'autre. Cependant, un pot de crédit d'heures peut être créé par organisation de travailleurs au sein de l'entreprise lorsque les parties le décident de commun accord.

De door de syndicale afgevaardigden aan deze verschillende prestaties gewijde tijd wordt, wat de bezoldiging betreft, met effectieve arbeidstijd gelijkgesteld.

De eventuele verplaatsingskosten zijn ten laste van de werkgever.

Hoofdstuk VII. - Tussenkost van de vakbondssecretarissen van de werknemersorganisaties

Art. 34. Wanneer er in de onderneming een geschil ontstaat met de directie wendt de syndicale afvaardiging alle mogelijke middelen aan om het geschil via onderhandelingen bij te leggen.

Art. 35. Wanneer door tussenkost van de syndicale afvaardiging geen akkoord kan worden bekomen met de werkgever om het geschil bij te leggen kunnen de afgevaardigden een beroep doen op de vakbondssecretarissen van hun werknemersorganisaties om de zaak verder te onderzoeken.

In dat geval kan de werkgever zich laten bijstaan door een vertegenwoordiger van zijn beroepsorganisatie.

Art. 36. Eens alle middelen tot onderhandelen uitgeput zijn kunnen partijen het geschil voor het verzoeningsbureau brengen van het paritair comité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren.

Art. 37. Elk beroep op het verzoeningsbureau moet gebeuren door bemiddeling van een lid van bovenvermeld paritair comité.

Hoofdstuk VIII. — Duur van de overeenkomst en opzeg

Le temps consacré à ces différentes prestations par les délégués syndicaux est assimilé à des prestations effectives de travail en ce qui concerne la rémunération.

Les frais de déplacement éventuels sont à charge de l'employeur.

Chapitre VII. - Intervention des permanents syndicaux des organisations de travailleurs

Art. 34. Lorsqu'un différend surgit dans l'entreprise avec la direction, la délégation syndicale utilise tous les moyens possibles pour régler ce différend par la négociation.

Art. 35. Lorsque l'intervention de la délégation syndicale n'a pas permis d'aboutir à un accord avec l'employeur pour le règlement d'un différend, les délégués peuvent faire appel aux permanents de leurs organisations syndicales pour continuer l'examen de l'affaire.

Dans cette éventualité, l'employeur peut se faire assister d'un représentant de son organisation professionnelle.

Art. 36. Après épuisement de tous les moyens de négociation, les parties peuvent porter le différend devant le bureau de conciliation de la Commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Art. 37. Tout recours au bureau de conciliation doit se faire par l'intermédiaire d'un membre de la Commission paritaire précitée.

Chapitre VIII. - Durée de la convention et dénonciation

Art. 38. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst gaat in op 1 september 2017 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Ze vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 maart 2012 betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging (registratienummer 109289/CO/322.01).

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst kan opgezegd worden door elk der ondertekenende partijen mits een opzeg van zes maanden, betekend per aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of —diensten leveren.

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, met inbegrip van de duur van de opzeggingstermijn, verbinden de partijen zich ertoe niet tot staking over te gaan zonder te hebben gebruik gemaakt van de bepalingen voorzien in hoofdstuk VII.

Art. 39. De organisatie die het initiatief neemt om onderhavige arbeidsovereenkomst op te zeggen verbindt zich ertoe de motieven ervan te vermelden en onmiddellijk voorstellen tot amendement in te dienen.

De partijen die onderhavige arbeidsovereenkomst hebben ondertekend verbinden zich ertoe deze voorstellen binnen de maand, ingaande op de datum van ontvangst van dit voorstel te bespreken.

Art. 38. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er septembre 2017 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace la convention collective de travail du 14 mars 2012 relative au statut de la délégation syndicale (N° enregistrement 109289/CO/322.01).

La présente convention collective de travail peut être dénoncée par chacune des parties signataires moyennant un préavis de 6 mois adressé par lettre recommandée au Président de la commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, y compris la durée du temps de la dénonciation, les parties s'engagent à ne pas recourir à la grève sans avoir recouru aux dispositions prévues au chapitre VII.

Art. 39. L'organisation qui prend l'initiative de dénoncer la présente convention collective de travail s'engage à en indiquer les motifs et déposer immédiatement des propositions d'amendement.

Les parties signataires de la présente convention collective de travail s'engagent à discuter ces propositions dans le délai d'un mois à dater de la réception de ces propositions.

11. FORMATION SYNDICALE

- CCT à durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 01 juillet 2014

CONTENU

- CCT fixe le droit des membres du CE/CPPT/DS à la participation à la formation syndicale pendant les heures de travail
 - Qui? > Membres effectifs et suppléants CE/CPPT/DS (Art. 2)
 - Nombre de jours formation/année scolaire = le nombre de mandats effectifs attribués sur la base des résultats des élections sociales ou sur la base d'un accord conventionnel conclu au niveau de l'entreprise quant aux élections sociales (Art.2)
 - Avertir au moins 2 semaines à l'avance (Art. 3)
 - Indemniser par l'employeur comme 7h36min/jours (Art. 8)

Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of –diensten leveren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 06/06/2016 betreffende de syndicale vorming

Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

Convention collective de travail du 06/06/2016 relative à la formation syndicale

Hoofdstuk I : Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten nrs.5, 5bis, 5ter en 9 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die onder de bevoegdheid ressorteren van het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of –diensten leveren.

Hoofdstuk II : Begunstigden

Art.2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing wanneer door een representatieve organisatie van de werknemers, vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of –diensten leveren, cursussen of seminars worden ingericht ter vervolmaking van de economische, sociale en technische kennis van de leden van de overlegorganen en de vertegenwoordigingsorganen van de werknemers, tijdens de uren die samenvallen met de normale werkuren.

De begunstigden die bedoeld worden door deze collectieve arbeidsovereenkomst en die in aanmerking komen voor de syndicale vorming zijn de effectieve en de plaatsvervangende werknemersvertegenwoordigers in de ondernemingsraad, in het comité voor preventie en bescherming op het werk en in de syndicale delegatie.

In elke onderneming wordt per schooljaar een quotum vastgesteld aan dagen syndicale vorming dat kan opgenomen worden door de hogervermelde effectieve en plaatsvervangende werknemersvertegenwoordigers.

Chapitre Ier : Champ d'application

Article 1

La présente convention collective de travail, conclue en application des conventions collectives de travail no.5, 5bis, 5ter et 9 conclues au sein du Conseil national du travail, s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Chapitre II : Bénéficiaires

Art.2

La présente convention collective de travail s'applique lorsque des cours ou des séminaires sont organisés par une des organisations représentatives de travailleurs représentées au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, en vue du perfectionnement des connaissances économiques, sociales et techniques des membres des organes de concertation et des organes de représentation des travailleurs, pendant les heures correspondant aux heures de travail normales.

Les bénéficiaires visés par la présente convention collective de travail et qui peuvent prétendre à la formation syndicale sont les représentants effectifs et suppléants des travailleurs au sein du conseil d'entreprise, du Comité pour la prévention et la protection au travail et de la délégation syndicale.

Dans chaque entreprise, un quota est fixé chaque année scolaire de jours de formation syndicale qui peut être pris par les représentants effectifs et suppléants susmentionnés des travailleurs.

Dit quotum wordt als volgt vastgelegd : het aantal effectieve mandaten toegekend op basis van de uitslag van de sociale verkiezingen zoals vastgelegd in het PV van de sociale verkiezingen of het aantal mandaten toegekend op basis van een conventioneel bedrijfsakkoord sociale verkiezingen en op basis van cao syndicale delegatie vermenigvuldigd met acht dagen. Dit quotum is in 1 geheel beschikbaar.

Dit quotum wordt telkenmale bij de aanvang van het schooljaar (1 september) vastgesteld.

Hoofdstuk III : Organisatie

Art.3

De werknemersorganisaties die cursussen of seminars zoals bedoeld in artikel 2 inrichten, verwittigen het Fonds voor bestaanszekerheid voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of- diensten leveren zo vlug als mogelijk en in elk geval ten minste twee weken voor de eigenlijke aanvang ervan.

Zij bezorgen tezelfdertijd aan het Fonds een beknopte samenvatting van de inhoud van de cursus of seminarie.

De werknemersorganisaties zullen bovendien zo vlug mogelijk en in elk geval ten minste twee weken vooraf de werkgever verwittigen van de deelname van bepaalde werknemers aan een ingerichte cursus of een georganiseerd seminarie.

De ondertekenende partijen erkennen en benadrukken dat zij, bij de organisatie van de cursussen en voornamelijk bij de planning van het tijdstip waarop een bepaalde cursus zal ingericht worden maximaal rekening zullen houden met de noodzaak van een continue bedrijfsvoering en zullen streven naar een zo minimaal mogelijke hinder voor de normale werking van de onderneming.

Hoofdstuk IV : Duur van de afwezigheden

Art.4

Voor de berekening van het quotum bedoeld in artikel 2 van deze overeenkomst, wordt rekening gehouden met 8 dagen afwezigheid

Ce quota est fixé comme suit : le nombre de mandats effectifs attribués sur la base des résultats des élections sociales comme déterminé dans le PV des élections sociales ou sur la base d'un accord conventionnel conclu au niveau de l'entreprise quant aux élections sociales et sur la base de la CCT délégation syndicale, multiplié par huit jours. Ce quota est disponible en un tout.

Ce quota est fixé chaque fois au début de l'année scolaire (1^{er} septembre).

Chapitre III : Organisation

Art.3

Les organisations de travailleurs organisant des cours ou séminaires tels que visés à l'article 2 en avertissent le plus tôt possible, et au moins deux semaines avant leur début effectif, le Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises agréés fournissant des travaux ou service de proximité.

Elles fournissent par la même occasion au fonds un résumé succinct du contenu du cours ou du séminaire.

Les organisations des travailleurs avertiront en outre le plus vite possible, et au moins deux semaines à l'avance, l'employeur de la participation de certains travailleurs à un cours ou un séminaire organisés.

Les parties signataires reconnaissent et insistent que, lors de l'organisation des cours, et principalement lors du planning du moment auquel un cours sera organisé, ils tiendront compte le plus possible de la nécessité de la continuité de l'organisation du travail et qu'ils tenteront de causer le moins possible d'entraves au fonctionnement normal de l'entreprise.

Chapitre IV : Durée des absences

Art.4

Pour le calcul du quota visé à l'article 2 de la présente convention, il est tenu compte de 8 jours d'absence par mandat effectif en vue de

met het oog op het volgen van een cursus of een seminarie per effectief mandaat.

l'assistance à un cours ou un séminaire.

Voor wat de aanwending van het quotum betreft, kan vorming en/of de cursus gevolgd worden door zowel de effectieve als de plaatsvervangende leden. De interne verdeling wordt overgelaten aan de werknemersvertegenwoordigers.

En ce qui concerne l'affectation du quota, la formation et/ou le cours peut être suivi tant par les membres effectifs que par les suppléants. La répartition interne est laissée aux représentants des travailleurs.

Hoofdstuk V : Financiering van de afwezigheden

Chapitre V : Financement des absences

Art.5

Art.5

De werkgevers waarvan sommige werklieden en werksters syndicale cursussen of seminars volgen, betalen het loon voor het aantal effectief gevolgde uren syndicale vorming, en bekomen de terugbetaling ervan door het Fonds, verhoogd met de sociale lasten (forfaitair vastgesteld op 35% van de brutolonen betaald voor de uren vorming).

Les employeurs dont certains ouvriers et ouvrières suivent des cours ou des séminaires syndicaux paient les salaires pour les heures de formation syndicales effectivement suivies, et obtiennent remboursement par le Fonds social, majoré des charges sociales (fixées forfaitairement à 35 % des salaires bruts payés pour les heures de formation).

Art.6

Art.6

Het Fonds treft de nodige schikkingen om die in artikel 5 bedoelde terugbetaling mogelijk te maken.

Le Fonds prend les dispositions nécessaires pour permettre le remboursement visé à l'article 5.

Hoofdstuk VI : Verhaalprocedure

Chapitre VI : Procédure de recours

Art.7

Art.7

Ieder geschil betreffende de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst kan op vraag van de meest gerede partij worden voorgelegd aan :

Tout litige concernant l'application de la présente convention collective de travail peut être, à la demande de la partie la plus diligente, soumis :

- het verzoeningsbureau van het Paritair Comité wanneer er een geschil bestaat tussen de werkgever enerzijds en de werknemers anderzijds;
- de raad van beheer van het Fonds voor bestaanszekerheid, wanneer het om een geschil gaat inzake de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

- au bureau de conciliation de la Sous-commission paritaire lorsqu'il y a litige entre l'employeur, d'une part, et les travailleurs, d'autre part;
- au comité de gestion du Fonds lorsqu'il s'agit d'un litige concernant l'application de la présente convention collective de travail.

Hoofdstuk VII

Chapitre VII

Art. 8

Art. 8

Onder het woord 'dag' in deze CAO wordt verstaan: de wekelijkse arbeidsduur vastgesteld in de sector op 38 uur gedeeld door 5.

Dans cette CCT, on entend par «jour», la durée hebdomadaire, fixée dans le secteur à 38 heures, divisée par 5.

Hoofdstuk VIII : Geldigheid

Chapitre VIII : Validité

Art. 9

Art.9

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2016 en is gesloten

Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} septembre 2016 et est conclue

voor onbepaalde duur. Zij vervangt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 2014, gesloten in het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren, betreffende de syndicale vorming (Registr-nr. 122427/CO/322.01)

Elk van de ondertekenende partijen kan deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen, met een opzegtermijn van drie maanden, te betekenen bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren.

pour une durée indéterminée. Elle remplace les dispositions de la convention collective de travail du 7 mai 2014, conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relative à la formation syndicale (N° d'enregistrement 122427/CO/322.01).

Chacune de parties contractantes peut dénoncer la convention collective de travail moyennant un préavis de trois mois à notifier par lettre recommandée à la poste au président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

12. CREDIT-TEMPS ET EMPLOIS FIN DE CARRIÈRE

- CCT durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 1^{er} septembre 2017

COMPTENU

- CCT fixe le calcul du seuil de 5%
 - En principe le seuil pour l'exercice simultané du droit au crédit-temps est fixé à 5% du nombre de travailleurs (Art. 3§1)
 - Pour le calcul du seuil de 5%, les travailleurs âgés de 50 ans ou plus n'entrent pas en compte (Art. 3§2)
- CCT prévoit le droit au crédit-temps à temps-plein et à mi-temps
 - Pendant 51 mois dans les cas suivants :
 - Prendre soin de votre enfant de moins de huit ans
 - Soins palliatifs
 - Soin à un membre gravement malade du ménage ou de la famille
 - Pendant 36 mois dans les cas suivants :
 - Suivi d'une formation agréée

Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

***Convention collective de travail du
25/08/2017***

Paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren

***Collectieve arbeidsovereenkomst van
25/08/2017***

CRÉDIT-TEMPS & EMPLOIS DE FIN DE CARRIÈRE

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Article 2 – Cadre législatif

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de :

- la convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière, telle que modifiée par les conventions collectives de travail n° 103^{bis} du 27 avril 2015 et n° 103^{ter} du 20 décembre 2016 ;

- la convention collective de travail n° 127 du 21 mars 2017 fixant, pour 2017 et 2018, le cadre interprofessionnel de l'abaissement à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration.

TIJDSKREDIET & LANDINGSBANEN

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

Artikel 2 – Wetgevend kader

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van :

- de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van 27 juni 2012 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen, zoals gewijzigd door collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 103^{bis} van 27 april 2015 en nr. 103^{ter} van 20 december 2016 ;

- de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 127 van 21 maart 2017 tot vaststelling voor 2017-2018 van het interprofessioneel kader voor verlaging van de leeftijdsgrens naar 55 jaar, voor wat de toegang tot het recht op uitkeringen voor een landingsbaan betreft, voor werknemers met een lange loopbaan, zwaar beroep of uit een onderneming in moeilijkheden of herstructurering.

Article 3 – Crédit-temps avec motif – à mi-temps et à temps plein

§1. Motif de soins

En exécution de l'article 4 §4 de la convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière, les ouvriers visés à l'article 1 ont droit à 51 mois de crédit-temps à temps plein ou une diminution de carrière à mi-temps, tel que prévu à l'article 4, §1, a), b) et c) de la convention collective de travail n° 103.

§2. Motif de formation

En exécution de l'article 4 §4 de la convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière, les ouvriers visés à l'article 1 ont droit à 36 mois de crédit-temps à temps plein ou une diminution de carrière à mi-temps, tel que prévu à l'article 4 §2 de la convention collective de travail n° 103.

Article 4 – Emploi de fin de carrière moyennant 35 ans de carrière

En application de l'article 3 de la convention collective de travail n° 127, la limite d'âge est portée, pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018, à 55 ans pour les ouvriers qui diminuent leurs prestations de travail à un emploi à mi-temps ou d'1/5 en application de l'article 8, § 1 de la CCT n° 103 et qui satisfont aux conditions telles que fixées à l'article 6, § 5, 2° de l'arrêté royal du 12 décembre 2001, comme modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 2014.

Artikel 3– Tijdskrediet met motif – halftijds en voltijds

§1. Zorgmotief

In uitvoering van artikel 4 §4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van 27 juni 2012 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen, hebben de in artikel 1 bedoelde werklieden recht op 51 maanden voltijds tijdskrediet of halftijdse loopbaanvermindering zoals voorzien in artikel 4, §1, a), b) en c) van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103.

§2. Motief opleiding

In uitvoering van artikel 4 §4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van 27 juni 2012 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen, hebben de in artikel 1 bedoelde werklieden recht op 36 maanden voltijds tijdskrediet of halftijdse loopbaanvermindering zoals voorzien in artikel 4 §2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103.

Artikel 4 – Landingsbaan in geval van 35 jaar loopbaan

In toepassing van artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 127 wordt de leeftijdsgrens op 55 jaar gebracht voor de periode 1 januari 2017 tot 31 december 2018 voor de werklieden die in toepassing van artikel 8, § 1 van de cao nr. 103 hun arbeidsprestaties verminderen tot halftijds of met 1/5^e en die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 6, § 5, 2° van het koninklijk besluit van 12 december 2001, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 2014.

Article 5 – Seuil

§ 1^{er}. En application de l'article 16 de la convention collective de travail n° 103 précitée, le seuil pour l'exercice simultané du droit au crédit-temps à temps plein, à la diminution de carrière d'1/5 ou à mi-temps est fixé à 5 p.c., comptés en têtes, des ouvriers conformément aux dispositions de la convention collective de travail n° 103.

§ 2. Pour le calcul du seuil conformément au § 1 du présent article, les travailleurs âgés de 50 ans ou plus qui bénéficient ou ont demandé le bénéfice de la diminution de carrière d'1/5, sur la base des articles 3, 4 et 8 de la CCT n° 103 ou des articles 6 et 9 de la CCT n° 77bis, ne sont pas pris en compte, conformément aux dispositions de l'article 16 § 1, § 3 et § 6 de la CCT n° 103.

Article 6 - La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} septembre 2017 et est conclue pour une durée indéterminée, sauf en ce qui concerne l'article 4.

L'article 4 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2018.

La présente CCT remplace les dispositions de la convention collective de travail conclue le 14 juillet 2009 au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité, relative au crédit-temps, enregistrée au Greffe de l'Administration des Relations collectives de travail sous le numéro 95431/CO/322.01.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Artikel 5 – Drempel

§ 1. In toepassing van artikel 16 van de hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 wordt de drempel inzake het gelijktijdig uitoefenen van het recht op voltijds tijdskrediet, halftijdse of 1/5e loopbaanvermindering op 5 %, geteld in koppen, van de werklieden overeenkomstig de bepalingen van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103.

§ 2. Voor de berekening van de drempel overeenkomstig § 1 van huidig artikel worden de werknemers van 50 jaar of ouder die een 1/5e tijdskrediet uitoefenen of hebben aangevraagd op grond van artikelen 3, 4 en 8 van cao nr. 103, of artikelen 6 of 9 van CAO 77 bis, niet in aanmerking genomen overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 § 1, § 3 en § 6 van CAO 103.

Artikel 6 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2017 en wordt gesloten voor onbepaalde duur, behoudens wat betreft artikel 4 van deze cao.

Artikel 4 treedt in werking op 1 januari 2017 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2018.

Deze cao vervangt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op 14 juli 2009 in het Paritair Subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren, betreffende tijdskrediet, geregistreerd op de Griffie van de Administratie van collectieve Arbeidsbetrekkingen onder het 95431/CO/322.01

Zij kan, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden wordt in acht genomen, door elk van de partijen worden opgezegd met een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of – diensten leveren.

13. ACCUEIL DANS L'ENTREPRISE

- CCT durée indéterminée
- Date d'entrée en vigueur : 1^{er} septembre 2017

CONTENU

- CCT règle l'accueil des nouveaux travailleurs au sein d'une entreprise titres-services
 - L'accueil se poursuit durant 3 mois (Art. 2)
 - L'accueil se déroule en 4 étapes distinctes (Art. 4)
 - Accompagnement par un travailleur expérimenté (Art. 5)
- Nouveauté de 09/2017 : une rencontre physique fait partie de l'accueil syndical (Art. 4, 4^{ième} étape)

**Paritair subcomité voor de erkende
ondernemingen die buurtwerken of —
diensten leveren**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van
25/08/2017**

ONTHAAL IN DE ONDERNEMING

Artikel 1

Deze CAO, gesloten in uitvoering van de C.A.O. van 26 juni 1975, *gesloten in de nationale arbeidsraad, betreffende het onthaal en de aanpassing van de werknemers in de onderneming, algemeen bindend verklaard bij K.B. van 9 september 1975*, is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het P.S.C. voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of—diensten leveren.

ONTHAAL VAN DE WERKNEMERS

Artikel 2

De onthaalperiode begint op het ogenblik van de in dienst neming en zal gedurende 3 maanden doorlopen, te rekenen van de dag waarop de werknemer in dienst is getreden.

Artikel 3

Het onthaal komt tot stand via 4 verplichtte etappes: elke onderneming vult deze inhoudelijk in, rekening houdend met de grootte, structuur en met de aan elke onderneming eigen kenmerken, maar steeds rekening houdend met de elementen opgenomen in artikel 4 van deze C.A.O.

**Sous-commission paritaire pour
les entreprises agréées
fournissant des travaux ou
services de
proximité**

**Convention Collective du Travail
du 25/08/2017**

ACCUEIL DANS L'ENTREPRISE

Article 1

La présente CCT, *conclue en application de la C.C.T. du 26 juin 1975, au conseil national du travail, concernant l'accueil et l'adaptation des travailleurs dans l'entreprise, rendue obligatoire par l'A.R. du 9 septembre 1975*, s'applique aux employeurs et travailleurs d'entreprises ressortissant à la S.C.P. pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

ACCUEIL DES TRAVAILLEURS

Article 2

La période d'accueil débute au moment de l'embauchage et se poursuit durant 3 mois, à compter du jour de l'entrée en service du travailleur.

Article 3

L'accueil se déroule en quatre étapes obligatoires : chaque entreprise en organise le contenu, en fonction de sa taille, structure et caractéristiques propres, mais toujours en tenant compte des éléments repris à l'article 4 de la présente C.C.T.

Elke etappe van het onthaal zoals beschreven in artikel 4 van deze C.A.O. wordt ingevuld in een afgebakend moment tijdens de arbeidstijd van de werknemer waar de nodige tijd voor wordt uitgetrokken.

De ondernemingsraden, of bij ontstentenis de syndicale delegatie en werkgever volgen de invulling, de evolutie, de toepassing en de afronding van elk van de vier verplichte etappes op.

Artikel 4

Eerste etappe: Wettelijk onthaal — termijn: bij de ondertekening van de arbeidsovereenkomst

Gedurende de eerste etappe ontvangen werknemers de inlichtingen over :

- De regels die van toepassing zijn inzake arbeid, bezoldiging, met name de berekeningswijze van het loon, de vergoedingen en de inhoudingen, de arbeidsduur, het uurrooster en de wettelijke en C.A.O.-normen die deze materies regelen.
- De benaming van het paritair comité, het bestaan van de ondernemingsraad, het comité voor veiligheid, gezondheid op het werk en de syndicale afvaardiging, en de namen en contactgegevens van de vertegenwoordigers in deze organen.
- De maatregelen betreffende de arbeidsveiligheid en —gezondheid, evenals de maatregelen welke werden genomen tot het voorkomen

Chaque étape de l'accueil, telle que décrite à l'article 4 de la présente C.C.T. est organisée à un moment réservé à cet effet durant le temps de travail du travailleur, pour lequel on aura prévu le temps nécessaire.

Les conseils d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale et l'employeur, suivent l'organisation, l'évolution, l'application et la conclusion de chacune des quatre étapes obligatoires.

Article 4

Première étape : Accueil légal — délai : à la signature du contrat

Lors de la première étape, les travailleurs reçoivent des informations concernant

- Les règles d'application en matière de travail, rémunération, à savoir le mode de calcul du salaire, les indemnités et retenues, le temps de travail, la grille horaire et les normes légales et de CCT relatives à ces matières.
- La dénomination de la commission paritaire, l'existence d'un conseil d'entreprise, d'un comité de prévention et protection au travail et d'une délégation syndicale, ainsi que

van arbeidsongevallen en beroepsziekten

- De werkorganisatie in de onderneming: informatie over de algemene structuur van de onderneming
- Het stelsel van de dienstencheques. Deze informatie behelst de algemene informatie/regelgeving betreffende het stelsel, o.a. de toegelaten taken. Daarnaast dient ook voldoende aandacht te worden besteed aan de werking met en de verwerking van de dienstencheques in de onderneming: de ontvangst van de dienstencheques bij de klanten en het afleveren van de dienstencheques aan de werkgever.

Deze inlichtingen worden eveneens schriftelijk verstrekt aan de werknemer.

Conform artikel 5 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, ontvangen de werknemers bij hun aanwerving ook een afschrift van het arbeidsreglement van de onderneming. De in dat reglement reeds vermelde gegevens dienen niet meer voor te komen in de schriftelijke inlichtingen opgenomen hierboven in artikel 4 lid 2 van deze C.A.O. .

Tweede etappe : Onthaal in de functie — termijn : 1^e week

- Procedure, levering en onderhoud van arbeidskledij/beschermingsmiddelen aan de werknemer

les noms et coordonnées des représentants de ces organes.

- Les mesures concernant la santé et la sécurité au travail, ainsi que les mesures prises en vue de prévenir les accidents de travail et les maladies professionnelles.

- L'organisation du travail dans l'entreprise : informations sur la structure générale de l'entreprise.

- Le régime des titres-services. Cette information comprend l'information/réglementation générale concernant le régime, notamment les tâches autorisées. Il faut également se pencher sur le fonctionnement et traitement des titres-services dans l'entreprise : la réception du titre chez le client et le dépôt auprès de l'employeur.

Les informations sont également fournies par écrit au travailleur.

Conformément à l'article 5 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, les travailleurs reçoivent également une copie du règlement de travail de l'entreprise lors de leur embauche. Les données figurant déjà dans ce règlement ne doivent pas être reprises dans les renseignements précités à l'article 4 alinéa 2 de la présente C.C.T.

- Informatie verstrekken over de klanten en de arbeidsplaatsen

- Omschrijving van de taken per klant

- In functie van de afgesproken taken bij de klant(en) en conform de risicoanalyse van het bedrijf, wordt medische opvolging georganiseerd of aangeboden worden aan de werknemer

Opmerking: de tweede etappe kan worden georganiseerd op hetzelfde ogenblik als de eerste etappen, namelijk bij indiensttreding.

Derde etappe: Mini-opleiding nieuwe werknemers — termijn: in de eerste 3 maanden na indienstneming

In samenwerking met het Sectoraal Vormingsfonds Dienstencheques zal deze 3de etappe verder worden uitgewerkt zodat dit voor 1 januari 2013 van toepassing kan gaan. Deze uitwerking behelst zowel de inhoudelijke invulling van de opleiding / de duurtijd van de opleiding / de creatie van opleidingsaanbod.

De uitwerking van deze derde etappe zal gebeuren via een nog af te sluiten C.A.O. in het Paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of — diensten leveren.

Vierde etappe: Syndicaal onthaal — termijn: ten laatste binnen de 3 maanden na de indienstneming van de werknemer of, indien vroeger, bij het afsluiten van het contract van onbepaalde duur met de werknemer

Deuxième étape : accueil dans la fonction — délai : 1 e semaine

- Procédure, livraison et entretien des vêtements de travail/moyens de protection du travailleur

- Présentation des informations concernant les clients et lieux de travail.

- Description des tâches par client

- En fonction des tâches convenues auprès du client et conformément à l'analyse de risque de l'entreprise, on peut organiser ou proposer un suivi médical au travailleur

Remarque : la deuxième étape peut être organisée au même moment que la première étape, à savoir lors de l'entrée en service.

Troisième étape : Mini-formation nouveaux travailleurs — délai : dans les trois mois après l'entrée en service

Cette 3^{ième} étape sera développée davantage, en partenariat avec le Fonds de formation sectoriel titres services, afin qu'elle puisse être mise en application pour le 1^{ier} janvier 2013. Ce développement comprend la mise en œuvre du contenu de la formation, la durée de celle-ci, ainsi que la création de l'offre de formation.

Het syndicaal onthaal zijn de initiatieven die de syndicale delegatie neemt om nieuwe werknemers te laten kennismaken met de syndicale werking en hen te wijzen op o.a. hun sociale rechten en plichten. Een fysieke ontmoeting maakt deel uit van het syndicaal onthaal.

Het syndicaal onthaal wordt verzorgd door de syndicale delegatie.

De organisatie en planning van het syndicaal onthaal in de onderneming gebeurt in overleg tussen de werkgever en de syndicale delegatie.

De werkgever faciliteert de uitnodiging van de nieuwe werknemers op de afgesproken momenten van het syndicaal onthaal.

BEGELEIDING DOOR EEN ERVAREN WERKNEMER

Artikel 5

Artikel 16bis van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk voorziet dat de werkgever de gepaste maatregelen dient te nemen voor het aanduiden van een ervaren werknemer om de nieuwe werknemer te begeleiden. De werkgever kan eventueel zelf die begeleiding op zich nemen.

De uitvoering van dit artikel in de onderneming gebeurt in overleg tussen de werkgever en de syndicale delegatie.

DUUR

Artikel 6

La mise en œuvre de cette troisième étape se fera par le biais d'une C.C.T. à conclure en sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

Quatrième étape : accueil syndical — délai : au plus tard, dans les 3 mois après l'entrée en service du travailleur ou, si c'est plus tôt, lors de la conclusion du contrat à durée indéterminée avec le travailleur

L'accueil syndical se compose des initiatives prises par la délégation syndicale, en vue de permettre aux nouveaux travailleurs de prendre connaissance du fonctionnement syndical et d'attirer leur attention notamment sur leurs droits et devoir sociaux. Une rencontre physique fait partie de l'accueil syndical.

La délégation syndicale assure l'accueil syndical.

L'organisation et la planification de l'accueil syndical dans l'entreprise, se fait en concertation entre l'employeur et la délégation syndicale.

L'employeur facilite l'invitation des nouveaux travailleurs aux moments convenus pour l'accueil syndical.

ACCOMPAGNEMENT PAR UN TRAVAILLEUR EXPERIMENTÉ

Article 5

L'article 16bis de l'Arrêté Royal du 27 Mars 1998 relatif à la politique du bien-

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst gaat in op 1 september 2017 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Ze vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 november 2012 betreffende het onthaal in de onderneming (registratienummer 113220/CO/322.01).

Zij wordt eventueel opgezegd door een der partijen, mits inachtneming van een opzeggingstermijn van 6 maanden. Opzegging geschiedt bij een ter post aangetekende brief aan de Voorzitter van het Paritair subcomité voor de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten.

être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail prévoit que l'employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires à la désignation d'un travailleur expérimenté afin d'accompagner le nouveau travailleur. L'employeur peut éventuellement assurer lui-même cet accompagnement.

L'exécution de cet article dans l'entreprise se fait en concertation entre l'employeur et la délégation syndicale.

DUREE

Article 6

La présente convention collective de travail prend effet au 1er septembre 2017 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace la convention collective de travail du 14 novembre 2012 concernant l'accueil en entreprise (numéro d'enregistrement 113220/CO/322.01).

Elle pourra être dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois. La dénonciation se fait par courrier recommandé adressé au président de la sous-commission paritaire pour les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité.

14. SECTIONS RÉGIONALES

BRABANT-WALLON

Rue de Namur, 24

1400 Nivelles

Tel : 067/21.18.84

Fax : 067/22.06.23

Adresse e-mail : cg.brabantwallon@accg.be

Site internet : <http://www.fgtb-bw.be>

BRUXELLES/BRUSSEL - VLAAMS BRABANT

Rue Watteeu, 2-6

1000 Bruxelles

Tel : 02/512.79.78

Fax : 02/514.45.97

Maria Theresiastraat, 113

3000 Leuven

Tel : 016/22.21.83

Fax : 016/22.95.16

Bureaux permanents

Meiboom, 4

1500 Halle

Tel : 02/356.38.16

Gemeenteplaats, 7

1770 Liedekerke

Tel : 053/66.19.75

Mechelsestraat, 6

1800 Vilvoorde

Tel : 02/251.78.51

Statiestraat, 7 bus 1

3200 Aarschot

Tel : 016/56.49.88

Paanhuisstraat, 3

3290 Diest

Tel : 013/33.68.74

Fax : 013/33.68.74

Leuvensestraat, 17

3300 Tienen

Tel : 016/81.13.84

Fax : 016/81.13.85

Adresse e-mail : accg.bxl-vlaamsbrabant@accg.be

CENTRE

Rue Aubry, 23

7100 Haine-Saint-Paul

Tel : 064/23.82.00

Fax : 064/21.33.29

Adresse e-mail : cg.centre@accg.be

CHARLEROI

Boulevard Devreux, 36-38 Boîte 9

6000 Charleroi

Tel : 071/64.13.70

Fax : 071/31.99.72

Adresse e-mail : cg.charleroi@accg.be

LIÈGE - HUY - WAREMME

Place Saint-Paul, 13
4000 Liège

Tel : 04/223.36.94
Fax : 04/221.02.19

Adresse e-mail : cg.liege@accg.be
Site internet : <http://www.cgliche.be>

LUXEMBOURG

Rue Fonteny Maroy, 13
6800 Libramont

Tel : 061/53.01.60
Fax : 061/22.57.27

Bureaux permanents

Rue des Martyrs, 80
6700 Arlon
Tel : 063/22.06.50
Fax : 063/22.37.77

Rue des Brasseurs, 13
6900 Marche-en-Famenne
Tel : 084/31.18.05

Adresse e-mail : cg.luxembourg@accg.be
Site internet : <http://www.fgtb-luxembourg.be>

MONS - BORINAGE

Rue Lamir, 18-20
7000 Mons

Tel : 065/22.14.00
Fax : 065/31.57.41

Adresse e-mail : cg.mons-borinage@accg.be

NAMUR

Rue Dewez, 40-42
5000 Namur

Tel : 081/64.99.63
Fax : 081/24.10.04

Adresse e-mail : cg.namur@accg.be

VERVIERS

**Rue de Bruxelles, 19
4800 Verviers**

Tel : 087/29.24.58

Fax : 087/29.24.65

Adresse e-mail : cq.verviers@accg.be

WALLONIE PICARDE

**Avenue de Maire, 134
7500 Tournai**

Tel : 069/66.94.20

Fax : 069/66.94.29

**Rue du Val, 3
7700 Mouscron**

Tel : 056/85.33.20

Fax : 056/85.33.29

Adresse e-mail : cq.wapi@accg.be